Arab League monitors find that Homs is up against terrorist groups

SYRIA PRESS REVIEW #17
December 28, 2011

The Atlantic and Gulf media write that President al-Assad had the tanks surrounding the city of Homs pulled back, the dug out trenches filled, the corpses lying in the streets picked up and the prisons emptied, in order to conceal his crimes from the observers of the Arab League. But all this staging apparently turned out to be insufficient in view of the 70,000 people who allegedly flocked to welcome them by demonstrating at al-Saa Square against the regime, only to be dispersed with tear gas.

In this context, the Atlantic and Gulf media are questioning the credibility of the Arab League monitors who have failed so far to endorse their version of events.

Such articles leave the reader perplexed: how can journalists in Paris and Riyadh pretend to know better what is happening in Homs than the Arab League team who came to observe on the spot?

Especially since the images broadcast live on Syrian television showed indeed a huge demonstration in the center of Homs welcoming the observers, but also calling on President al-Assad to take action against the armed gangs that terrorize the city. The crowd in al-Saa Square brandished portraits of Bashar al-Assad and Syrian flags, and did not appear to be suffering from the effects of tear gas.

• The Syrian opponent living in the United States, Farid Ghadry, denounced in the *Jerusalem Post* the secret negotiations allegedly being held between Saudi Arabia and Iran. He fears that Riyadh may betray the Syrian revolution if Tehran accepts to abandon the revolution in Bahrain. It would follow that Bashar Assad could remain in power and would no doubt continue supporting "terrorists," including Hezbollah, to the detriment of Israel.

• In the *Wall Street Journal*, Jay Solomon highlights the diplomatic rapprochement between France and the United States to join efforts in the Middle East. Paris has become the capital of the Arab Spring. Not only does the Sarkozy administration host the meetings of Syrian and Iranian opponents, but it also funds their trips. However, Washington is sometimes inconvenienced by certain French uncoordinated initiatives.

Le Monde (France)

Le chef du CNS évoque une « répression sans limite » à Homs

Selon l'universitaire Burhan Ghalioun, chef du Conseil national syrien, la principale plateforme de l'opposition au régime de Bachar Al-Assad, le bombardement de la ville d'Homs par les forces de sécurité syriennes a fait 28 morts, lundi 26 décembre. *« Dans un hôpital où il n'y a que deux médecins en exercice, on a recensé 92 blessés »*, a déclaré M. Ghalioun dans une conférence de presse organisée à Paris. *« Tous les quartiers populaires comme Baba Amr sont assiégés et coupés du monde. La répression est sans limite »*, a-t-il ajouté, précisant que celle-ci est dirigée par Assef Chawkat, le chef d'état-major adjoint et beau-frère du président syrien. Cette offensive se déroule alors que les observateurs mandatés par la Ligue arabe doivent commencer à se déployer, mardi 27 décembre, sur les principaux points chauds du pays. *« Un premier groupe est déjà arrivé à Homs,* raconte M. Ghalioun. *Nous avons réussi à les joindre à leur hôtel et nous leur avons demandé pourquoi ils ne se rendaient pas dans le quartier de Baba Amr. Ils nous ont répondu qu'ils n'avaient pas de voitures pour se déplacer. Ils sont eux-mêmes prisonniers du régime »*. M. Ghalioun redoute que la Ligue arabe n'ait pas les moyens de mener à bien sa mission : *« Cinquante observateurs pour un pays de 23 millions d'habitants, c'est tout à fait insuffisant* [à terme, la mission d'observation devrait compter 150 à 200 membres]. *Il faudrait que le Conseil de sécurité des Nations unies entérine le plan arabe pour qu'il ait les moyens d'être appliqué. »* ■ **Benjamin Barthe**

Syrie : les observateurs arabes observés

Plus de 70 000 manifestants ont été dispersés par le régime à Homs lors de la visite des enquêteurs de la Ligue arabe.

PIERRE PRIER

PROCHE-ORIENT C'est un dialogue de sourds ponctué de coups de feu. Sur la vidéo envoyée par les résistants syriens, le général soudanais Mohammed Ahmed el-Dabi, chef de la mission d'observateurs arabes, est soudain arrêté par des habitants aux abords du quartier de Baba Amro, épicentre de la répression à Homs. Cette ville martyre a été choisie par le général pour ses premiers pas sur le terrain.

Un habitant l'apostrophe : « *Entrez dans le quartier ! Il y a des snipers ! Je peux justifier ce que je dis !* » Le général ne réagit pas. Un membre de sa délégation, visiblement gêné, tente de calmer l'intervenant, qui l'empoigne par la manche de sa parka. « *Vous disiez tout à l'heure au chef de la mission que vous ne pouviez pas traverser la deuxième rue à cause des tirs. Pourquoi ne nous le dites-vous pas publiquement ?* » L'enquêteur désigne le général : « *C'est lui, le chef de la mission, qui peut faire des déclarations.* » À ce moment, des coups de feu éclatent non loin, justifiant les propos du témoin. Fin de la vidéo. D'autres images montrent le général al-Dabi marchant dans une rue, où on lui montre une flaque de sang sur le trottoir. Peu après, à 14 heures, la télévision d'État syrienne annonce que « *les observateurs de la Ligue arabe ont quitté Homs* ». Le général al-Dabi rectifie deux heures plus tard : il est rentré, mais son équipe reste et lui-même reviendra aujourd'hui.

30 civils auraient été tués par les forces de l'ordre avant-hier à Homs

Pour leur première mission sur le terrain, les enquêteurs de la Ligue arabe ont été autant observés qu'observateurs. Pris entre trois feux – la communauté internationale, les manifestants et le régime syrien – ils semblent avoir eu du mal à trouver leurs marques.

Le général al-Dabi s'est pourtant déclaré satisfait en fin d'après-midi : « *La journée a été très bonne et toutes les parties se sont montrées coopératives.* » Dès son arrivée à Homs, le général avait pourtant pu comprendre que le pouvoir syrien comptait bien lui présenter une réalité parallèle, dans laquelle le régime est la victime.

Des militaires habillés en civil

Selon la télévision d'État, les observateurs se sont rendus dans le quartier de Bab Sebaa, où ils « *ont évoqué les dégâts faits par les groupes terroristes. Ils ont rencontré, en outre, des proches de martyrs* [les familles des soldats tués par des militaires déserteurs, NDLR] *ainsi qu'une personne qui avait été enlevée* ».

Au moment où les observateurs arrivaient à Bab Sebaa, « *de nombreuses personnes se sont rassemblées affirmant vouloir faire face au complot ourdi contre la Syrie* », a ajouté la télévision. Mais un peu plus loin, dans le quartier de Khaldiyé, une autre manifestation rassemblait 70 000 personnes, d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les manifestants, brandissant des banderoles, scandaient à pleins poumons : « *Le peuple veut la protection internationale !* »

Ces manifestants ont voulu marcher vers le centre de la ville. Ils en ont été empêchés par des tirs de grenades lacrymogènes, selon l'OSDH, mais aussi par des tirs à balles réelles, d'après un militant de Homs se présentant sous le surnom d'Abou Rami, interrogé par *Le Figaro* : « *Des militaires habillés en civil ont tiré sur la foule. Il y a eu huit morts.* » Le militant assure par ailleurs que de nombreux chars sont restés dissimulés dans Baba Amro. Des responsables politiques comme Basma Kodmani, porte-parole du Conseil national syrien (CNS) dénoncent les mises en scène du pouvoir : « *des prisons ont été vidées de leurs détenus, qui ont été remplacés par des figurants ; des miliciens, y compris des femmes, ont été chargés de jouer les "terroristes" au profit des observateurs...* »

Capture vidéo montrant un char dans une rue de Homs, lundi. AFP

La communauté internationale ne sera pas dupe, a dit hier le Quai d'Orsay, selon qui elle sera « *particulièrement vigilante à toute tentative de dissimulation et de manipulation à laquelle le régime de Damas pourrait se livrer* », car jusqu'à présent « *le régime de Damas n'a ménagé aucun effort pour travestir la réalité* ».

Un étudiant tué à Damas

Paris a par ailleurs rappelé une fois de plus que « *l'arrivée de ces observateurs n'est naturellement pas une fin en soi : c'est bien l'ensemble du plan de la Ligue arabe qui doit être mis en œuvre* ». Le plan arabe prévoit entre autres le retour des soldats dans leurs casernes, la libération des prisonniers et surtout un dialogue entre le pouvoir et l'opposition. Le régime, pour sa part, a continué hier à cordonner son image de victime, annonçant le sabotage hier d'un gazoduc par un « *groupe terroriste* » justement dans la province de Homs. Par ailleurs, la tension continuait de monter dans la capitale, Damas, où un étudiant antirégime a été tué à l'intérieur de l'université. ■

en bref

L'Iran menace de fermer le détroit d'Ormuz

« *Pas une goutte de pétrole* » ne transitera par le détroit d'Ormuz si les exportations iraniennes d'hydrocarbures font l'objet de sanctions internationales, a averti Mohammad Reza Rahimi, premier vice-président de la République islamique, ce qui a provoqué une forte hausse des cours du brut. Un tiers du pétrole transporté par voie maritime, y compris l'essentiel du brut saoudien, passe par cette voie. La Maison-Blanche a parlé de « *fanfaronnade* ».

Le duc d'Édimbourg a quitté l'hôpital

Le mari de la reine Élisabeth II, le duc d'Édimbourg, 90 ans, a quitté hier l'hôpital, quatre jours après avoir été opéré d'une artère coronaire bouchée.

Voltairenet.org

Libération (France)

Hier dans le centre de Homs, des dizaines de milliers de personnes sont manifestés, notamment pour réclamer une protection internationale. PHOTO YOUTUBE

La mission de la Ligue arabe dirigée par le cont esté Moustapha al-Debi (à droite), hier. YOUTUBE

Des chars ont été aperçus, quittant la ville de Homs. PHOTO UGARIT NEWS AP

La Ligue arabe sur le front de Homs

Malgré l'arrivée des observateurs hier, l'armée syrienne a tué des manifestants.

Par JEAN-PIERRE PERRIN

C'est en se rendant à Homs, le principal bastion de la rébellion, que la délégation des observateurs de la Ligue arabe a commencé hier sa mission en Syrie. Après avoir cherché à atténuer, au prix d'intenses combats les jours précédents, l'insurrection qui dure dans cette ville depuis environ neuf mois, le régime avait fait retirer, peu avant la visite, une dizaine de chars et véhicules blindés du quartier de Bab Amro, le cœur battant de l'opposition. Une façon de montrer qu'il contrôle la situation et que la vie dans cette grande cité de près de 2 millions de personnes y est relativement normale. Echec. Des dizaines de milliers d'habitants se sont aussitôt précipités à la rencontre des observateurs pour témoigner de la répression qui, la veille, a encore tué une trentaine de personnes.

RÉCIT

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ce sont 70 000 protestataires qui ont alors défilé dans le centre-ville, défiant les forces de sécurité qui ont tiré sur eux des gaz lacrymogènes et même des balles réelles. Selon la même organisation basée à Londres, six personnes ont même été tuées pendant cette journée – et une quinzaine sur l'ensemble du territoire syrien.

GUERRE CIVILE. La délégation de la Ligue arabe compte à ce jour 50 membres qui devraient être suivis, prochainement, par 100 autres. Sa mission fait partie d'un plan de sortie de crise qui prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée des villes et la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse.

La première étape, après la signature du protocole, est de déterminer si Bachar al-Assad tient ses promesses de chercher un plan de paix qui mettrait fin à une contesta-

tion qui prend de plus en plus la forme d'une insurrection armée, voire d'une guerre civile risquant de déstabiliser toute la région. De sa réussite dépend la crédibilité de l'organisation, qui compte 22 membres, voire sa légitimité. Celles-ci ont déjà été affectées par les révolutions arabes et la crise libyenne qui a vu l'intervention de l'Otan. D'où la hantise qu'un scénario identique se rejoue en Syrie.

Mais le choix du chef de délégation prête déjà à controverse. Il s'agit d'un officier soudanais, le général Mostapha al-Dabi. Le Soudan, même s'il avoté, sans doute sous la pression de l'Arabie Saoudite, pour que la Syrie soit suspendue de la Ligue arabe, est considéré comme

«Le régime brouille les cartes de façon à apparaître in fine comme seul capable de dominer la situation.»

Un intellectuel proche de l'opposition

proche de Damas. Son président, Omar el-Béchir, est lui-même accusé par la Cour pénale internationale de «crime de guerre, crime contre l'humanité et génocides» dans le cadre de la guerre civile au Darfour, où précisément a servi le général Moustapha al-Dabi.

DÉTRITUS. «*Nous voulons une protection internationale*», scandaient hier certains manifestants, selon une vidéo publiée sur YouTube qui montrait des habitants, parfois hystériques, cherchant à entourer des observateurs de la Ligue arabe, reconnaissables à leurs gilets de protection, de se rendre dans le quartier stratégique de Bab Amro. On pouvait voir autour d'eux des rues jonchées de décombres et de détritus.

D'autres protestataires criaient aussi à leur intention: «*Venez voir: ils massacrent, ils massacrent, on vous le jure.*» Sur le passage des observateurs, on pouvait également entendre, outre des tirs d'armes automatiques, des cris en hommage à l'Armée syrienne libre, qui regroupe une partie des déserteurs de l'armée nationale et qui a commencé des actions de guérilla contre les forces du régime.

Mais les observateurs de la Ligue arabe, qui sont apparus, semble-t-il, bien prudents, sauront-ils prendre en compte toute l'ampleur de la répression, dont Washington a souligné hier soir qu'elle s'était intensifiée avant l'arrivée de ces derniers? L'opposition, qui avait souhaité l'intervention de la Ligue arabe, commence à en douter. «*Ce n'est pas honnête de les juger maintenant. Attendons de voir ce qu'ils vont faire*», commentait hier un responsable des Frères musulmans, membre du Conseil national syrien, joint au téléphone en Syrie par l'agence Reuters.

«CONFUSION». Ce qui étonne, c'est la stratégie du régime d'Al-Assad qui, après avoir refusé pendant des mois une mission d'enquête de la Ligue arabe, a fini par l'accepter, ce qui risque de lui porter préjudice sur la scène internationale si le rapport des enquêteurs se révèle hostile. Il semble donc parier sur le fait que celui-ci sera biaisé. «*En réalité*, souligne un intellectuel syrien proche de l'opposition et qui a requis l'anonymat, *cette attitude procède d'une stratégie que le régime a toujours utilisée, en particulier en Liban à l'époque de Hafez al-Assad et qui a toujours très bien fonctionné, celle de jouer la confusion, les flous artistiques le plus complet. Ainsi, il brouille les cartes, de façon à rendre la situation inextricable pour qui que ce soit et d'apparaître in fine comme le seul capable de la dominer.*»

C'est sans doute aussi dans ce cadre qu'il faut décrypter les attentats commis vendredi, peu avant l'arrivée des observateurs, contre les services de sécurité du régime. Pour les autorités, il s'agissait des Frères musulmans, qui ont démenti. Pour l'opposition, il s'agit d'une «*mise en scène du régime*». «*Là encore*, souligne le même intellectuel, *les autorités tentent brouiller les cartes. C'est confus, illogique, sans aucune démarche permettant de comprendre de telles actes. En fait, c'est un message codé, une manière de s'adresser à ses troupes et à la communauté alawite* [dont le régime est issu, ndlr]: «*Regardez, le chaos s'approche, c'est l'annonce de la bataille. Nous allons entrer dans une phase de confrontation franche et massive. Et l'accord franco-turc est imminent.*»»

Malgré tout, le régime syrien apparaît de plus en plus isolé. Un coup dur lui a été porté par le mouvement islamiste Hamas palestinien qui vient de prendre la décision stratégique de rejoindre l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) sous la direction de Mahmoud Abbas, et a décidé de déplacer son quartier général hors du pays.

Le Parisien – Aujourd'hui en France

La répression continue, malgré la présence des observateurs

SYRIE. Les observateurs de la Ligue arabe se sont rendus hier à Homs. Mais la délégation est très encadrée par le régime d'Al-Assad, qui continue à réprimer la révolte.

Les observateurs de la Ligue arabe ont entamé hier leur mission en Syrie, strictement encadrés par les autorités officielles. Ils ont pu se rendre à Homs, bastion de la révolte contre Bachar al-Assad, où ils semblent n'avoir vu que ce que l'on a bien voulu leur montrer. Les blindés qui faisaient le siège de la ville n'étaient plus là : onze chars avaient subitement quitté le quartier de Baba Amro, théâtre les jours précédents d'intenses bombardements qui ont fait, pour la seule journée de lundi, une cinquantaine de morts. Selon Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, « la délégation est entrée » dans le quartier, « accompagnée de personnes du gouvernement, mais n'a pas rencontré d'habitants ».

Les manifestants dispersés sous les balles

Toujours selon l'OSDH, les dizaines de milliers de personnes rassemblées dans un autre quartier, celui de Khalidiyé, pour un sit-in destiné à « dénoncer les crimes du régime », n'ont pu accéder à la place principale de Homs. Des agents de la sécurité les ont dispersées avec des jets de gaz lacrymogène. Ils auraient également fait usage de balles réelles dans une rue menant à la place, faisant au moins quatre blessés.

HOMS (SYRIE), HIER. Ce document, tiré d'une vidéo diffusée sur YouTube, montre les observateurs de la Ligue arabe pris à partie par des habitants qui veulent leur montrer ce qui se passe dans leur quartier. (DR)

Une vidéo diffusée sur YouTube montrait un groupe d'observateurs entourés par le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, qui dirige la délégation panarabe, pris à partie par plusieurs habitants tentant de les convaincre de voir ce qui se passait exactement dans leur quartier. En vain, semble-t-il. En revanche, la télévision privée Dounia, proche du pouvoir, ne s'est pas privée de répéter que les experts s'étaient rendus dans le quartier de Bab Sebaa, où ils avaient « évalué les dégâts faits par les groupes terroristes ». Les autorités syriennes veulent faire croire, depuis le début de la contestation, que des bandes armées tentent de déstabiliser le pouvoir en provoquant des troubles. Après leur trêve visite, sous haute surveillance à Homs, les observateurs devaient se rendre dans deux autres villes, Hama (centre) et Idleb (nord-ouest).

Le général Dabi a semblé se satisfaire de ce simulacre d'expertise. Hier matin, il déclarait que « les responsables syriens avaient été [...] jusqu'à présent très coopératifs ». Le gouvernement français, lui, a mis en garde contre « toute tentative de dissimulation et de manipulation » des autorités syriennes, accusées par les Nations unies d'avoir tué plus de 5 000 personnes depuis que la révolte a commencé, il y a dix mois.

CATHERINE TAMIOTTE

La Croix (France)

En exil à Beyrouth, Kardokh reste un expert en cyberdissidence

Âgé de 25 ans, cet informaticien syrien a semé la panique au sein des services de renseignements du régime.

Il a développé un site Internet recensant les personnes arrêtées, tuées ou disparues.

La main sur son ordinateur portable. Kardokh, 25 ans, cheveux mi-longs et barbichette, a des faux airs de mousquetaire; il manie avec une incroyable dextérité l'outil informatique, au point d'inquiéter le régime syrien. Début novembre, il est parvenu à obtenir de la société italienne Area qu'elle mette fin au contrat qui la liait aux services de renseignements syriens.

Pour un montant de 18 millions de dollars, la firme a livré aux autorités de Damas un système de surveillance électronique sophistiqué, leur offrant un accès quasi illimité à tous les contenus circulant sur le Web syrien. « *Grâce à ce système, les services secrets peuvent garder une trace de tout ce que vous faites sur Internet. Les sites que vous consultez, les mails que vous envoyez* », explique Kardokh. Selon lui, plusieurs centaines de Syriens ont été arrêtés du fait de leurs activités en ligne, dont George Sabra, chef de file d'un parti d'opposition.

Génie de l'informatique, Kardokh est parvenu à infiltrer le système mis en place par Area et à fournir aux autorités italiennes un compte rendu détaillé de son mode de fonctionnement. Il n'en a pas fallu plus pour que la société mette un terme à cette collaboration plus qu'embarrassante et rappelle ses experts logés dans les meilleurs hôtels de Damas.

« *Maintenant qu'ils sont partis, les agents syriens ne pourront plus mettre à jour le système. Ils sont vulnérables à nos attaques* », résume-t-il. « *J'ai accès en temps réel à leurs données. Si un arrêt est survenu, j'essaie de prévenir ceux qu'il me sait proches* », explique-t-il encore. Activement recherché, Kardokh a pris la fuite pour le Liban il y a quelques semaines. Le prix de son passage : 1 000 dollars (765 €) pour que son nom soit effacé de la « liste noire », le temps de franchir la frontière.

Ses démêlés avec le régime syrien ne datent pas d'hier. En 2008, il est arrêté à Damas. Son crime : avoir travaillé deux ans comme consultant en informatique pour le nouveau gouvernement irakien. « *Le régime syrien nous a toujours considérés comme une menace* », dit-il en parlant des informaticiens. Il a pourtant étudié à l'Université américaine de Beyrouth grâce à… une bourse du gouvernement de Damas.

Au printemps dernier, alors que la contestation commence à grandir, les services secrets syriens tentent de le recruter en lui proposant près de cinq fois le salaire moyen d'un cyberdissident. Il refuse. La sanction tombe : employé par une entreprise publique, il est licencié. Depuis, Kardokh est entré de plain-pied dans la cyberdissidence.

Avec d'autres experts en informatique, il a développé un site recensant les noms de toutes les personnes tuées, arrêtées ou disparues depuis le début du soulèvement – le « Violence Documentation Center » (www.vdc-sy.org). Aujourd'hui, considéré comme une référence, tant par les Nations unies que par l'ONG américaine Human Rights Watch, le site a subi en un seul jour pirate 10 000 attaques.

« *Jusque-là épargné, le site a tenu bon et enregistre plus d'un million de visiteurs par mois ! Sur Internet, le régime syrien a déjà perdu la partie* », dit-il sans détour. Sur le terrain, la lutte continue. Mais il se dit sûr d'une chose : « *Sans Internet, cette révolution n'aurait jamais été possible.* »

JULIEN COURBET
(à Beyrouth)

Alaa M. Alyassi, directeur général du Centre pour les libertés et les droits de l'homme.

De Morgen (Belgique / Belgium)

Regime haalt tanks van de straat in opstandige stad Homs na dagen van militair geweld

■ Activisten melden dat zeventigduizend tegenstanders van president Assad de straat opgingen in de stad Homs. Ook in andere Syrische steden vonden grote demonstraties plaats.

Syriërs demonstreren massaal na aankomst waarnemers

BEIROET ● Na dagen van intense beschietingen haalde het Syrische regime gisterochtend zijn tanks weg uit de straten van Homs, vlak voordat eerste waarnemers van de Arabische Liga aankwamen in de opstandige stad. Volgens activisten gingen daarop zeventigduizend mensen de straat op in Homs. Ook elders in het land vonden grote demonstraties plaats.

DOOR REMCO ANDERSEN

Activistengroepen zeggen echter dat de tanks Homs niet verlaten hebben. "Ze zijn verstopt in overheidsgebouwen", zei een woordvoerster van de Lokale Coördinatie Committees (LCC), een oppositiegroep in Syrië. "Veiligheidstroepen zullen ze weer tevoorschijn halen zodra de waarnemers vertrokken zijn."

Het team van de Arabische Liga arriveerde in Homs temidden van een van de meest intense militaire campagnes sinds het begin van de opstanden in Syrië. Volgens oppositieleden en ooggetuigen vielen de afgelopen week minstens honderd doden terwijl overheidstroepen opstandige wijken in de stad dagenlang bestookten met mortieren, machinegeweren en tank- en artillerievuur. Homs is de afgelopen maanden het centrum van verzet tegen het Syrische regime, zowel vreedzaam als gewapend.

Ondanks de aankomst van waarnemers vielen gisteren in Homs en elders in het land 32 doden door overheidsgeweld, zeggen oppositieleden. Een video op Youtube toonde gisteren een verhitte discussie tussen waarnemers en bewoners van de wijk Bab Amro in Homs, waar de Syrische troepen hun aanval de afgelopen week concentreerden.

"Je zei net dat je de straat niet over kon steken omdat er sluipschutters zijn", zegt een jongeman tegen een van de waarnemers. "Herhaal dat nu op camera. Mensen sterven nog altijd." De man antwoordt dat alleen de leider van zijn team publieke mededelingen doet. Op de achtergrond klinkt machinegeweervuur.

Zestig waarnemers begonnen gisteren aan hun missie in Syrië, na bijna twee maanden tijd rekken door het Syrische regime. Naar verwachting komen daar binnenkort nog zo'n honderd anderen bij. Zij moeten toezien op beloften van Damascus dat het troepen uit de steden terugtrekt, een dialoog met de oppositie begint, politieke gevangenen vrijlaat en het land openstelt voor hulpverleners en journalisten.

De missie is controversieel. Veel oppositieleden zeggen dat het Syrische regime niet van plan is het geweld te staken. Volgens hen geeft de waarnemingsmissie, die een maand zal duren, het regime alleen maar extra tijd om door te gaan met het neerslaan van opstanden. Zij vragen om internationale interventie.

Ook analisten zijn sceptisch. "Het regime kan zijn troepen simpelweg niet terugtrekken uit de steden, want dan gaan ogenblikkelijk honderdduizenden mensen weer de straat op", zei een westerse analist in Damascus.

Het staatspersbureau meldde gisteren ook dat saboteurs een belangrijke gaspijpleiding nabij Homs hadden opgeblazen.

De opstanden tegen het Syrische regime begonnen ruim negen maanden geleden en worden steeds gewelddadiger. Volgens de VN zijn er inmiddels ruim 5.000 doden gevallen. Het regime zegt dat ook 2.000 leden van de veiligheidstroepen zijn omgekomen.

Vrouwen smeken Arabische Liga om stad Homs te bezoeken

"Wij zijn de meisjes van Baba Amr en we vragen de waarnemers van de Arabische Liga om onmiddelijk naar hier te komen. Sinds meer dan een week worden we dagelijks gebombardeerd." In een videofragment dat de Britse krant *The Guardian* op zijn website plaatste, is te zien hoe een groep vrouwen en kinderen opeengepakt zit in een kelder. Het fragment zou op 26 december opgenomen zijn in Baba Amr, een district van de Syrische stad Homs, maar de echtheid kon nog niet geverifieerd worden.

"We zitten nu in een schuilplaats", zegt een vrouw voor de camera. "Er is geen brood, geen elektriciteit, geen water en geen telefoon. Ze hebben al het essentiële om te leven van ons afgesneden." Ook komen twee nog erg jonge kinderen in beeld, in doeken gewikkeld. "Er is geen water of melk voor de baby's", schreeuwt de vrouw. "We zitten hier opeengepakt terwijl buiten doden vallen."

De Syrische burgers beseffen het belang van het bezoek van de internationale waarnemers en willen hen dan ook koste wat het kost de gruwel in het land tonen. Een ander videofragment toont hoe een man zich vastklampt aan een waarnemer van de Arabische Liga. "Kom naar mijn buurt. Kom naar mijn straat", klinkt het wanhopig. "De mensen zijn aan het sterven. Er zitten scherpschutters op de daken. Wij zijn ongewapende burgers!"

Op alle mogelijke manieren proberen de Syrische demonstranten de aandacht van de internationale gemeenschap te trekken. Ook via dans, zo blijkt uit een bericht van *The Sydney Morning Herald*. Onlangs nog begon iedereen tijdens de begrafenis van een demonstrant, doorgaans een sober rituueel, spontaan te dansen. "Het was zowel een fysieke als psychologische reactie", zei een jonge acteur aan de krant. "Er is iets veranderd in de geesten van de Syriërs." (SV)

Omstreden generaal leidt missie in Syrië

De Soedanese generaal Mohammed Ahmed Mustafa al-Dabi (63) heeft nauwe banden met de Soedanese dictator Omar al-Bashir, door het Internationaal Strafhof gezocht voor misdaden tegen de mensheid en genocide. Desondanks is Dabi door de Arabische Liga benoemd tot leider van de waarnemersmissie in Syrië.

Toen Bashir in 1989 door een staatsgreep aan de macht kwam, benoemde hij Dabi, toen al dertig jaar militair, tot hoofd van de inlichtingendiensten in Soedan. Eind jaren 90 leidde de generaal de oorlog tegen rebellen in Zuid-Soedan, waarin ruim 2 miljoen doden vielen. Toen in 2003 een bloedig conflict uitbarstte in Darfur, coördineerde Dabi de samenwerking tussen de VN, de Afrikaanse Unie en de Soedanese overheid.

Dat Dabi nu leiding geeft aan een team dat onderzoek doet naar oorlogsmisdaden, is een ongelukkige keuze, vindt de mensenrechtengroep Enough Project. "Dabi heeft in eigen land in het beste geval de ogen gesloten voor grove mensenrechtenschendingen, en in het slechtste geval er zelf actief aan bijgedragen", stelt de ngo.

Het Syrische Observatorium voor de Mensenrechten wacht af. "We zijn op de hoogte van de beschuldigingen. Maar voor zover wij weten, is Dabi nog nergens voor aangeklaagd."

De Arabische Liga verklaarde voor Dabi te hebben gekozen omdat hij een ervaren militaire leider is, en omdat hij afkomstig is uit een land dat redelijk neutraal staat tegenover Syrië. (VK)

De Standard (Belgique / Belgium)

WAARNEMERS ARABISCHE LIGA VOOR HET EERST IN HOMS

Een Syrische legertank in de straten van Homs. Verlaat hij de opstandige stad of niet, en zo ja, voor hoelang? © afp

Amateurvideobeelden moeten bewijzen dat er in Homs opnieuw doden zijn gevallen. © ap

Syrisch regime begint kat-en-muis

In het belegerde Homs trokken gisteren enkele Syrische tanks zich terug, terwijl tienduizenden betogers op straat kwamen. Zij kregen geen gehoor van enkele waarnemers van de Arabische Liga die een kijkje kwamen nemen.

VAN ONZE CORRESPONDENT MIDDEN-OOSTEN
JORN DE COCK

BRUSSEL | Als bij wonder trokken gisterochtend enkele legertanks zich terug uit de meest belaagde wijken van de Syrische stad Homs. In de voorbije drie dagen hadden diezelfde tanks de wijk Baba Amr in Homs zwaar onder vuur genomen.

Hoe de situatie in Baba Amr precies is, weet niemand. Activisten spreken over vele tientallen doden in de voorbije dagen, maar aangezien er geen onafhankelijke waarnemers worden toegelaten door het regime van president Bashar al Assad, kan niemand dat bevestigen.

Net daarom stuurt de Arabische Liga nu haar eigen waarnemers uit naar Syrië, na een lang bevochten onderhandeling met het Syrische regime. Maandagavond landden vijftig Arabische waarnemers in de hoofdstad Damascus en zij trokken gisterochtend naar de stad Homs. Maar wat er sinds gisterochtend is gebeurd, is tegelijk een klein mysterie en het werpt ernstige vragen op over de waarnemingsmissie van de Arabische Liga.

Vele duizenden inwoners van Homs trotseerden gisteren de kogels van het Syrische regeringsleger om een signaal te geven aan de Arabische waarnemers. Alleen kwamen die waarnemers nauwelijks in de buurt van de betogers, omdat ze naar de stad werden gebracht in voertuigen van het Syrische regeringsleger — ze werden naar andere wijken van Homs afgeleid.

Een video die door activisten op het internet wordt gepost, toont hoe betogers gisteren bij enkele vooruitgeschoven waarnemers van de Arabische Liga pleiten om dieper in de wijk Baba Amr te gaan. Er is geweervuur te horen en een van de waarnemers praat in zijn mobiele telefoon, waarna een omstander hem bij zijn jasje grijpt en roept: 'Je hebt net de chef van de waarnemers gezegd dat je niet naar de volgende straat kan gaan wegens de kogels. Waarom vertel je dat niet aan ons?'

> Een betoger tot een waarnemer: 'Ze slachten ons af'

Een andere omstander smeekt de waarnemer van de Arabische Liga om 'te komen kijken'. 'Ze slachten ons af.'

De vraag is nu wat de Arabische waarnemingsmissie verder oplevert. Volgens het akkoord dat het Syrische regime sloot met de pan-Arabische organisatie, zou het Syrische regime zijn leger moeten terugtrekken naar de kazernes, alle politieke gevangenen vrijlaten en internationale media vrij toegang geven. Geen van al die beloftes is voorlopig vervuld.

La Tribune de Genève (Suisse / Switzerland)

La Ligue arabe joue sa crédibilité à Homs, bastion de l'opposition au régime

Les observateurs arabes ont commencé hier leur mission dans cette ville clé

Les observateurs de la Ligue arabe se sont rendus hier à Homs, bastion de la contestation du président Assad, violemment attaqué ces dernières semaines. Les opposants craignaient que la mission arabe ne soit compromise par les tromperies d'un régime qui tente de normaliser la situation.

«Il n'y a plus d'eau, plus d'électricité, on manque de nourriture. On entend des enfants pleurer à longueur de journée.» Abou Hamza, leader de la révolution, décrit une situation chaotique à Homs. «La ville est toujours encerclée par l'armée qui s'est retirée en vue de l'arrivée des observateurs. Mais elle n'est pas loin et peut reprendre ses attaques en quelques minutes. Avant-hier, elle a frappé par surprise et tué de nombreuses personnes. Cela peut recommencer à tout moment.»

Dans le même temps, quelque 70 000 personnes ont manifesté hier dans les rues de la ville au lendemain de la mort de plus de 30 civils tués par les forces de l'ordre, selon des militants des droits de l'homme.

Selon Hana Sunaid, membre fondateur du Conseil national syrien à Homs, «l'arrivée des observateurs a amené un peu de calme, mais les chars reviendront dès leur départ». Il craint également que les observateurs ne soient encadrés de près et ne puissent constater la réalité: «Nous n'avons pas pu leur parler. Je ne sais même pas s'ils ont pu rencontrer la population.» Une crainte officiellement exprimée par Bassma Kodmani, porte-parole du Conseil: «Ils risquent d'être sujets à toutes sortes de manipulations.»

Une vidéo circule sur YouTube qui semble confirmer ces faits. On y voit le chef de la mission des observateurs, le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, pris à partie par des habitants essayant de le convaincre de venir dans leur quartier. Reçu par le gouverneur de Homs, le général a estimé que «les responsables syriens avaient été jusqu'à présent [...] très coopératifs».

«L'arrivée des observateurs n'est pas une fin en soi, c'est bien l'ensemble du plan de la Ligue arabe qui doit être mis en œuvre», a prévenu la France.

Le Conseil national syrien reste sceptique quant à la capacité de la Ligue arabe à faire appliquer son plan de sortie de crise: «Nous aurions préféré une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais si la Ligue arabe parvient à obtenir la réparation des infrastructures ce serait déjà bien», avoue Abou Hamza.

Le plan de la Ligue arabe prévoit notamment l'arrêt des violences qui ont fait jusqu'à présent 5000 morts selon l'ONU. Enfin, l'agence officielle Sana a rapporté hier une attaque «terroriste» sur un gazoduc dans la région de Homs.

Farid Omeir Le Caire

MENTRE A HOMS SI SPARA SUI 70MILA IN PIAZZA

In Siria gli osservatori-farsa che non vedono le stragi

Il regime nasconde i tank nei garage e sposta i detenuti. E l'inviato della Lega Araba fa il «cieco»: «Damasco collabora»

Francesco De Remigis

Più che un'autonoma pattuglia di mastini, col compito di stanare eventuali intrusi del regime, la missione della Lega Araba in Siria assomiglia a una gita scolastica. Le autorità indicano cosa vedere e cosa no; quali quartieri visitare e con quali modalità. I primi delegati sono arrivati venerdì a Damasco. Guidati da un generale sudanese dal curriculum «controverso». Così alcuni diplomatici europei hanno definito Mustafa al Dabi. L'uomo che si è affrettato a definire «molto collaborativo» l'atteggiamento delle autorità siriane prima ancora d'aver visitato Homs, raggiunta ieri dagli osservatori.

Nella città più colpita dalla repressione, circondata dal regime, continua la conta dei morti: duemila da marzo, 34 uccisi a colpi di artiglieria pesante due giorni fa e almeno 15 civili uccisi ieri nel tentativo (riuscito) di occultare le proteste. Ad attendere la delegazione c'erano infatti due cortei pacifici, almeno settantamila persone. Civili. Qualche militare dell'esercito libero siriano (Esl) si è aggregato con l'intento di raggiungere la Piazza dell'Orologio e farsi notare dagli osservatori. Ma il regime, sin dalla vigilia, aveva suggerito di dividersi in cinque gruppi. Riducendo l'impatto dei 50 osservatori per poterli gestire meglio. Solo in 20 hanno raggiunto Homs ieri mattina, ulteriormente spacchettati in due team per visitare i quartieri di Khalidiya e Bab Amro, teatro degli scontri più violenti tra ribelli di Assad e gli antiregime. Ma, alla fine, la delegazione lì non è entrata. Un video amatoriale mostra quanto sia stata pilotata la visita: tre spari provenienti dalla zona più calda di Homs hanno «impedito» una verifica delle condizioni dei quartieri più colpiti dal regime. Una versione accreditata da al Jazeera, che ha motivato così il rifiuto degli osservatori di addentrarsi nella zona più calda (Bab Amro): è stato loro sconsigliato di proseguire.

FOTO CLANDESTINA Una donna piange sul corpo di un parente ucciso a Homs (Ap)

Così la visita è stata dichiarata conclusa dopo aver incontrato il governatore locale, Ghassan Abdel Gal, un burocrate, mentre il secondo gruppo di delegati visitava l'ospedale. A un chilometro e mezzo di distanza, le forze di sicurezza siriane cercavano di reprimere uno dei cortei con lacrimogeni. Alcuni cronisti hanno registrato l'arresto di decine di persone e una sparatoria nel Circolo degli Ufficiali con dei morti. Gli osservatori hanno invece avuto accesso a Bab Sebaa, dove secondo quanto riferito da Dunia tv, vicina al regime, hanno registrato «danni prodotti dai gruppi armati». Un'area controllata, dove nuclei civili fedeli al presidente siriano hanno spiegato che è in corso «una cospirazione contro la Siria».

Le autorità avrebbero anche fatto sparire dall'obitorio della città centinaia di cadaveri e trasferito un migliaio di detenuti nelle basi militari. Dopo aver provocato almeno 34 morti in un blitz, ieri si sono ritirati almeno 11 carri armati. Alcuni tank, però, sono rimasti nei paraggi, pronti ad intervenire. Nascosti in edifici governativi e nell'arena dei concerti, spiega il leader dell'Osservatorio per i diritti umani. Poco o nulla è finito sui taccuini degli osservatori della Lega Araba, che oggi raggiungeranno Idlib e Deraa guidati sempre da Mustafa al Dabi, con un passato ventennale a capo dei Servizi militari del Sudan. Così il ruolo dei 50 osservatori della Lega Araba - monitorare l'attuazione del piano di pace elaborato al Cairo, verbalizzando le violazioni - si sta trasformando in una comparsata nella commedia messa in piedi dal regime.

El Mundo (Espagne / Spain)

Captura de un vídeo en el que se ve un tanque sirio avanzando por la ciudad de Homs el pasado día 25 de diciembre, cuando decenas de personas fueron asesinadas según la oposición. / EFE

Tanques de doble filo en Siria

- Asad retira los blindados de las calles de Homs ante la llegada de los observadores
- Al esconder la represión, decenas de miles de sirios pierden el miedo a manifestarse

JAVIER ESPINOZA
Corresponsal en Oriente Próximo

Decenas de miles de sirios aprovecharon ayer el precario cese de los bombardeos y la presencia de la misión de observadores de la Liga Árabe en la asediada ciudad de Homs –en la que permanecieron cuatro horas y a la que volverán hoy– para manifestarse contra el régimen.

La emisora quasi Al Yazira emitió imágenes de casi 20.000 manifestantes en Jalidiya, uno de los barrios de esta localidad. Además, los opositores confirmaron que hubo armadas en otros arrabales de la población, entre ellos Bab Dreib o Jab al Yandali, «para denunciar los crímenes del régimen».

Según el Observatorio Sirio por los Derechos Humanos (OSDH), la multitud intentó también congregarse en torno a la emblemática plaza del reloj, el centro de la tercera ciudad siria, donde las fuerzas de seguridad intentaron dispersarlos con gases lacrimógenos.

La misma agrupación aseguró que incluso cuando la violencia disminuyó ostensiblemente durante la jornada siguió habiendo víctimas mortales. Así, 15 personas perdieron la vida, seis de ellos en Homs.

La movilización popular apunta a uno de los grandes desafíos que representa la misión de la Liga Árabe para las autoridades, ya que cualquier relajación en las medidas de acoso en las ciudades sacudidas por la revuelta podría reactivar las protestas masivas.

«El régimen no puede cumplir el plan de la Liga Árabe porque si retira los tanques la gente marchará sobre el palacio presidencial», aseguraba hace varias semanas Mohamed Al Hamdawi, un vecino de Jabal Zawiya, en el norte del país.

Los vídeos, grabados por los residentes de esa localidad –que lleva días bajo el acoso de los blindados y la artillería–, permiten ver cómo los habitantes denunciaron su situación al grupo de observadores, a los que instaron a permanecer más tiempo en el barrio de Bab al-Amar, el más castigado por la ofensiva de las tropas leales a Damasco. «Somos gente desarmada que está muriendo», se ve gritar a uno de los sirios frente a los observadores. Otro les espera: «Nos están masacrando».

Muchos de los asistentes a esa concentración portaban la bandera revolucionaria –la que se adoptó durante la independencia de Siria y antes del acceso al poder del Partido Baaz– que se ha convertido en emblema de los opositores. Otro gran grupo participó en los funerales de una de las últimas víctimas de la represión entre gritos de «Escucha Bashar: si nos disparas balas, granadas o nos bombardeas, no nos atemorizarás».

La agencia Sana en su servicio en inglés se abstuvo de hacer la más mínima referencia al desplazamiento de los observadores árabes a Homs y prefirió informar sobre las «grandes masas» que según ese medio siguen manifestándose en la capital a favor del régimen. Alertados a su versión de los sucesos que sacuden a la nación árabe, la televisión Dunia, vinculada a las autoridades, sí explicó que los enviados árabes la habían visitado, pero para «evaluar los daños causados por los grupos terroristas». La delegación árabe también se reunió con el gobernador de la localidad, Ghassan Abdul-Aal.

Mientras, los opositores denuncian que las autoridades tan sólo han aprovechado las semanas de discusión con la Liga Árabe para incrementar la represión. Sólo en los siete días que tardaron en aceptar la presencia de los observadores fueron abatidos 275 civiles y otros 150 personas murieron en enfrentamientos armados, en su mayoría desertores, según el recuento hecho por la oposición.

Varios hombres trasladan a un herido en la ciudad siria de Homs. / EFE

Si la Liga Árabe constata que Damasco no está aplicando el plan de paz y continúa atacando con sus blindados en las ciudades, algo que han documentado los opositores en estas jornadas con incontables vídeos y que también ha sido confirmado por periodistas independientes presentes en la ciudad de Homs, la agrupación regional podría trasladar sus conclusiones al Consejo de Seguridad de Naciones Unidas, aunque allí cualquier decisión a favor de más sanciones o una hipotética intervención al estilo libio contaría en principio con el veto ruso.

Para el influyente diario Al Quds al Arabi, el régimen sirio no sólo «le ha metido un inteligente gol a la Liga Árabe, al tiempo que daba un duro golpe a la oposición», sino que «ha ganado al menos dos meses [el tiempo que debería durar la misión árabe] para recuperar el aliento» y nadie sabe «qué puede pasar en esos dos meses».

Mientras, en la capital siria, se produjo un suceso confuso. Un estudiante abatió a tiros en la universidad a otro e hirió a cuatro más, uno de ellos de gravedad.

Aunque la agencia Sana no explicó lo que había ocurrido, la agrupación OSDH explicó que el atacante era un joven que había sido detenido por las fuerzas de seguridad y torturado y golpeado con anterioridad por los que después se convirtieron en objetivo de sus balas.

La misma agencia aseguró que las tropas leales a Damasco se habían enfrentado a tiros en la frontera con Turquía con un grupo armado que intentaba cruzar desde el vecino país, y varios de sus integrantes habían resultado muertos o heridos.

Beirut no manda observadores

El Líbano no formará parte de ninguna misión de observación de la Liga Árabe en Siria. La decisión responde a la política de Beirut de mantenerse al margen de los acontecimientos en su país vecino, sobre el que durante 30 años ejerció la tutela, según dijo un responsable del Gobierno a France Presse. «El Líbano no quiere estar lejos de los demás miembros de la Liga y de la comunidad internacional, pero trata de evitar cualquier repercusión negativa en el Líbano», aclaró el funcionario. El Líbano se negó en noviembre a la suspensión de Siria como miembro de la Liga Árabe y después se abstuvo de votar las sanciones económicas contra Damasco.

El Pais (Espagne / Spain)

Homs pide ayuda ante la represión siria

Decenas de miles de manifestantes claman frente a los observadores de la Liga Árabe ● El régimen retira los tanques y los oculta en las afueras de la ciudad sitiada

ENRIC GONZÁLEZ
Jerusalén

Decenas de miles de manifestantes recibieron ayer en Homs a los observadores de la Liga Árabe. La multitud gritaba "queremos protección internacional" e intentaba acercar a los observadores hacia los barrios más castigados por la represión. El Gobierno sirio retiró a primera hora los tanques que en los últimos días habían ocupado las zonas dominadas por los opositores y los ocultó en las afueras o en edificios oficiales, pero durante la jornada prosiguieron los tiroteos y el lanzamiento de gases lacrimógenos.

"Vuelvo a Damasco y mañana entraré de nuevo en Homs; mi equipo permanecerá en la ciudad. El día ha sido bueno y todas las partes han cooperado", declaró el general sudanés Mustafá Dabi, jefe de la cincuentena de observadores enviados a Siria por la Liga Árabe, de los que 10 han viajado a Homs. En unos días deberían llegar al país otros 100 componentes de la misión.

No está claro que los observadores puedan acceder a todos los rincones y hablar libremente con testigos, porque su seguridad y sus desplazamientos dependen del Ejército sirio. Fuentes de la oposición denunciaron que muchos soldados se vistieron de civil para camuflarse entre la población y evitar que los observadores captaran en toda su crudeza el asedio militar a Homs, la ciudad más representativa de la rebelión contra el presidente Bachar el Asad.

Como es habitual, las noticias son confusas porque no hay periodistas independientes en el país y dependen de los relatos y las imágenes proporcionados por la oposición a El Asad y de la versión, completamente distinta, ofrecida por medios oficialistas como la televisión y la agencia estatal Sana. En una de las imágenes difundidas por la oposición se ve a un hombre regañado a gritos a un observador que dijera en voz alta lo que acaba de comentarle confidencialmente al jefe de la misión. "Usted le explicaba a su jefe que no podía llegar a la próxima calle por los tiroteos, ¿por qué no nos lo dice también a todos nosotros?", gritaba el hombre.

La misión de la Liga Árabe acaba de comenzar su trabajo y de momento no quiere emitir opiniones. Hacia el fin de semana podría tener ya un primer borrador del informe que debe presentar ante la organización regional. En caso de que la misión se muestre crítica con la actuación del presidente El Asad, que ha accedido formalmente a acuartelar sus tropas y a propiciar un proceso de diálogo y reformas, y rechazara la versión del Gobierno de Damasco, según la cual el Ejército sirio no masacra a manifestantes desarmados sino que se ve obligado a combatir contra bandas armadas infiltradas financiadas desde el exterior, la Liga Árabe podría formalmente al Consejo de Seguridad una resolución con duras sanciones contra Siria. En ese caso, ni Rusia ni China, aliados cada vez más distantes de El Asad, tendrían argumentos para seguir amenazando con su veto.

Pero eso sería todo. Nadie contempla la opción de una intervención militar extranjera en Siria, ni siquiera como fuerza de interposición. Y aunque las potencias regionales suníes, como Arabia Saudí, Catar y en menor medida Egipto, detestan el régimen de Bachar el Asad por su sólida relación con Irán, la gran potencia chií, temen por igual la supervivencia del régimen de Damasco y su implosión violenta.

El juego de los saudíes y de la gran mayoría de los componentes de la Liga Árabe es altamente delicado. Quieren acabar con El Asad y su régimen, una dictadura basada en la minoría alauí (una escisión del chiismo) y hasta cierto punto en la minoría cristiana, con lo que ello puede implicar de discriminación contra la mayoría suní, porque su objetivo consiste en reforzar la pujanza de los chiíes (que tradicionalmente componen los sectores más oprimidos en Oriente Próximo) y aislar a Irán.

No pueden permitir, sin embargo, que un cambio violento en Siria conduzca a una guerra civil librada sobre fronteras religiosas, porque un conflicto de ese tipo podría engullir al vecino Irak y luego a la región entera: las propias monarquías petroleras tienen problemas con sus minorías chiíes y llevan meses reprimiéndolas con las armas.

Arriba, simpatizantes de Bachar el Asad se manifiestan ayer durante su visita a Homs para condenar los atentados del pasado diciembre. Abajo, una imagen de vídeo cuestionada mostraba ayer a varios hombres sobre el cadáver de un presunto muerto en Homs. / EFE / AP

La oposición afirma que había soldados camuflados de civil entre la población

Un hombre le pedía a un observador en un vídeo que diera fe de los tiroteos

Navidad revolucionaria en las calles

Grupos cristianos celebran la fiesta religiosa marchando junto a los musulmanes

I. CEMBRERO
Madrid

El patriarca Ignacio IV Hazim de Antioquía pidió el sábado a los cristianos de Siria (unos el 10% de la población) que restringiesen las celebraciones de Navidad y Año Nuevo. En los barrios mayoritariamente cristianos de las grandes ciudades no había este año ninguna iluminación especial y solo en algunas tiendas en los escaparates se podía ver alguna decoración navideña.

La guerra civil larvada que vive el país aconseja ser prudentes. El régimen del presidente Bachar el Asad sostiene que los rebeldes fomentan los crímenes sectarios interconfesionales.

En algunos lugares la población intentó, sin embargo, demostrar lo contrario. En Duael, por ejemplo, una ciudad de 40.000 habitantes situada al sur de Damasco, parte de la población se echó a la calle en Nochebuena alrededor de un árbol de Navidad al que se abrazaba un hombre disfrazado de Papá Noel. Gritaban: "Nuestra revolución es pacífica, de musulmanes y cristianos".

Tras el acto, los jóvenes que llevan la página de Duael en Facebook escribieron: "En medio de la alegría y de la fraternidad, y pese a la fuerte lluvia, se repartieron regalos a los niños y se compartió la alegría por el nacimiento de Jesús, que el verdugo y tirano de Bachar el Asad quiere robar". "¡Que Dios bendiga a Siria y el pluralismo sirio!".

Algunos cristianos de Homs (820.000 habitantes), la ciudad más castigada por el régimen, que disponen de medios de transporte, han huido estos días hacia el valle sirio de Nasrani, la cuna del milenario cristianismo sirio, para asistir a la Misa del Gallo en el convento de San Jorge de Michyata.

Uno de los fieles, ingeniero de profesión, contaba a un periodista de la agencia France Presse que llevaba tres meses sin acudir al almacén que poseía en el barrio de Bab Amro, hasta el martes por la noche sitiado y bombardeado por el Ejército.

"La última vez que estuve allí dentro", recordaba, "un hombre armado me pidió mi carnet de identidad y cuando vio mi nombre [cristiano] juró que había sido el último. Si hubiese sido alauí se habría cortado el cuello", le dijo. La minoría confesional alauí, a la que pertenece El Asad, controla el poder en Siria.

Pese a todo, en el barrio de Wadi Arab, en el que viven buena parte de los cristianos de Homs, se celebró en Navidad una pequeña fiesta en una calle angosta resguardada de los francotiradores. Varios de los participantes aparecen en un vídeo disfrazados de Papa Noel o, al menos, con un gorro rojo.

La mayoría de los edificios que allí se cernían pedían a la muchedumbre que saludara a los manifestantes de otros barrios, empezando por el de Bab Amro, el más machacado por los carros de combate, hasta el de Bab Dreb, que también recibió una lluvia de proyectiles.

La Vanguardia (Espagne / Spain)

Misión internacional y protesta masiva en Homs

■ Decenas de miles de sirios se manifestaron ayer en Homs contra el presidente Bashar el Asad ante los observadores de paz de la Liga Árabe, que visitaban la ciudad que ha sido el bastión de la revuelta. La misión internacional llegó ayer a Homs. Horas antes, el ejército había retirado algunos tanques con el fin de dar una sensación de normalidad ante esta delegación. Informes de algunos activistas precisan que algunos testigos han visto hasta una decena de tanques saliendo del combativo barrio de Baba Amr, pero también señalan que sólo es un maquillaje porque hay otros carros de combate escondidos. Hay que recordar que en las últimas 24 horas los militares han dado muerte a 34 ciudadanos. Respecto a la impactante manifestación de ayer, Rami Abdelrahman, del Observatorio Sirio para los Derechos Humanos, recaleó: "Hay al menos 70.000 manifestantes. Están marchando hacia el centro de la ciudad y las fuerzas de seguridad intentan detenerlos. Les arrojan gases lacrimógenos". El equipo internacional de observadores quiere comprobar si Asad cumple su promesa de aplicar un plan de paz para poner fin a la represión contra la revuelta de nueve meses que ha llevado a Siria al borde de la guerra civil. Un vídeo publicado en YouTube muestra esta represión: tras un encuentro entre manifestantes que piden "protección internacional" y representantes de la Liga, se oye la artillería.

Publico (Portugal)

Síria Missão da Liga Árabe elogia "cooperação" do regime

Observadores árabes recebidos na cidade de Homs com protesto anti-Assad

Na cidade que chefia a revolta contra o regime autoritário de Damasco, os delegados árabes viram sangue nas ruas e muita destruição. E ouviram os pedidos de ajuda da população

Ana Gomes Ferreira

● Tem "total liberdade", disse o Governo. Tem "os passos presos pelo regime", disse a oposição. De uma forma ou da outra, o primeiro grupo de observadores da Liga Árabe iniciou ontem a sua missão na Síria visitando a cidade de Homs, onde houve muito para ver – se viu ou não, não se sabe.

Os observadores entraram na cidade às 6h30 da manhã e foram recebidos pelas autoridades locais. Não foram a Khalidiyé, o bairro onde 20 mil pessoas – segundo os dados das organizações de oposição ao Presidente Bashar al-Assad – se sentaram no chão, numa manifestação pacífica para denunciar os crimes do regime totalitário de Damasco.

Mas passaram no centro da cidade e ficaram, por momentos, cercados por milhares de pessoas que por entre frases contra o regime gritaram "Queremos protecção internacional". A missão seguiu o seu caminho, por entre ruas ensanguentadas e edifícios destruídos, segundo o relato da Reuters. O que se passou antes não pôde ver: as forças de segurança dispararam granadas de gás lacrimogéneo, tentando impedir os manifestantes (70 mil, segundo os dados recolhidos no local pelo Observatório Sírio dos Direitos Humanos) de chegarem à praça central.

Houve outras manifestações, mais pequenas, noutros bairros. Em Bab-Dreib, Jab al-Jandali e Bab Amro – este último foi bombardeado entre domingo e segunda-feira (perto de 50 mortos) e o Observatório tinha pedido aos delegados árabes que se deslocassem até lá; eles foram. E houve mortes: seis nos bairros que compõem em Homs, mais nove noutras cidades do país.

A missão de 50 observadores tem como objectivo verificar a situação no terreno. Desde que a inssurreição contra o regime de Assad começou, em Março, não houvera ainda observadores independentes na Síria. E só no último mês alguns jornalistas conseguiram entrar no país. Divididos em grupos de dez, os observadores devem, de acordo com o que foi aceite pelo Governo de Damasco, visitar prisões, perceber a origem da violência e verificar se as forças de segurança e as armas – tropas, forças especiais, tanques e outro armamento – são retirados das ruas.

Manifestação de opositores sírios junto à sede da Liga Árabe no Cairo

FILIPPO MONTEFORTE/AFP

Homs
A capital da revolução

Em nove meses de revolta contra o regime, morreram cinco mil pessoas na Síria, segundo as Nações Unidas. Em Homs morreram 1800.

Situada no Centro da Síria, esta cidade (a terceira maior do país) é considerada a capital da revolução contra o Presidente Bashar al-Assad. Foram lá as maiores manifestações no início dos protestos, em Março. Foi lá que Assad deu início à repressão, em Abril. As manifestações e a violência nunca mais pararam.

Os especialistas, como Camille Otrakji no blogue Syria Comment, explicam esta resiliência com quatro factores. É uma cidade sunita (a elite governante é alauíta, um ramo da minoria xiita) com uma "antipatia" antiga pelo poder de Damasco. Sendo uma cidade grande (na cidade e arredores vivem 1,5 milhões de pessoas), é de difícil controlo. Abriga os desertores do Exército, o que explica que, ali, a revolta seja uma verdadeira guerra civil, com combates entre as duas partes. Finalmente, a população está unida por uma identidade que, noutras partes da Síria, não existe ou é ténue.

Segundo disse à AFP o chefe da missão, o general sudanês Mustafa Dabi, as autoridades sírias estão a ser "muito cooperantes". Porém, a oposição (Conselho Nacional Sírio) e o Observatório dos Direitos Humanos denunciaram manobras de Damasco para iludir a missão.

Ontem às sete da manhã, ou seja já depois da chegada da missão, um comboio de tanques saiu de Homs. Os grupos de oposição no local disseram que não se tratou de uma retirada permanente, mas temporária, e que os tanques foram reposicionados à espera da partida dos observadores. Outras queixas dizem respeito aos prisioneiros, que segundo o Observatório foram transferidos para outras prisões. Na segunda-feira houve ainda relatos dando conta de sinalética mudada de lugar de forma a baralhar os observadores e a atrasá-los no caminho. Para se deslocarem, estes dependem de carros, motoristas e escolta do regime.

"Sabemos que as autoridades vão tentar trocar as voltas aos observadores, mas também sabemos que muitos deles têm muita experiência e esperamos que alguma coisa possa ser feita pelos civis", disse à Al-Jazira um responsável do Conselho Nacional Sírio, Louay Safi.

Mohamed Salem al-Kaaby, o delegado do Qatar, disse aos jornalistas que espera contar com o "elemento surpresa" uma vez que as autoridades só serão avisadas dos lugares a visitar no próprio dia.

O general Mustafa Dabi, esse, garantiu que hoje estará de regresso a Homs. "Vou a Damasco para algumas reuniões, mas amanhã volto. E a equipa [de dez delegados] ficará em Homs."

Editorial

Fiscalizar uma ficção na Síria

Serão os observadores da Liga Árabe capazes de reconhecer a violência que o mundo inteiro está a ver?

Os observadores enviados à Síria pela Liga Árabe deram início à sua missão com a visita a um dos principais bastiões da revolta contra o regime de Bashir al-Assad, a cidade de Homs. Foi o primeiro teste à credibilidade de uma missão cujo objectivo é fiscalizar uma ficção. Não se sabe se terão visto a manifestação que reuniu mais de 70 mil pessoas na cidade. Há relatos de que foram abordados por habitantes da cidade que lhes pediram protecção contra a repressão. O chefe dos observadores elogiou o espírito de cooperação do regime, mas este quer esconder as provas de que não está a respeitar as exigências da Liga Árabe: retirar o Exército das cidades, pôr fim à repressão, libertar os presos e propiciar livre circulação a observadores e jornalistas. Trata-se de uma missão sem precedentes: nunca a Liga Árabe interveio a este nível num país-membro da organização e os mais optimistas dizem que é preciso esperar pelas conclusões da visita. Mas é pouco provável que estas venham a significar uma subida de tom da Liga Árabe face a um conflito que se eterniza e já causou mais de cinco mil mortes. O principal objectivo dos países árabes é evitar a guerra civil num país charneira e que está no centro das disputas regionais entre o Irão, a Turquia, a Arábia Saudita e ainda Israel. Mas a guerra civil já é uma realidade na Síria. E a resistência armada encabeçada pelos desertores do Exército sírio, apoiados por turcos e sauditas, é neste momento o maior obstáculo a um regime assassino e que já está condenado do ponto de vista da legitimidade política. A diplomacia tem sido incapaz de travar a ferocidade desse regime disposto a tudo para sobreviver. Será esta missão capaz de contrariar essa impotência?

O princípio do fim de Alberto João Jardim

A era de Jardim acabou com o ano de 2011. Ainda que o presidente do governo regional apregoe que o resgate financeiro da Madeira esteve longe de atingir o nível catastrofista que a oposição augurava, o agravamento dos impostos e os cortes profundos no número de funcionários, de cargos dirigentes ou até de apoios sociais

Voltairenet.org

Diario de Noticias (Portugal)

Damasco trava repressão por um dia

Síria. Presidente Assad retira alguns tanques das ruas de Homs, horas antes de chegarem observadores da Liga Árabe

LUÍS NAVES

A primeira missão de observadores da Liga Árabe esteve ontem na cidade síria de Homs, a mais martirizada na rebelião contra o regime do Presidente Bachar al-Assad. A paragem dos combates, uma das condições para o avanço do plano de paz, permitiu ontem à população organizar uma manifestação que juntou uma multidão calculada em 70 mil pessoas. Quando o grupo se dirigia para a praça principal da cidade, as autoridades usaram gás lacrimogéneo para dispersar o protesto.

Homs está cercada pelo exército e submetida a bombardeamentos sistemáticos, tendo ali morrido pelo menos 34 civis, só na segunda-feira, com mais dez vítimas no resto do país. Ontem de madrugada, alguns dos carros de combate governamentais saíram do local, horas antes de chegarem os observadores, mas os rebeldes dizem que não houve retirada e que muitos blindados foram apenas escondidos.

As informações sobre o que se passa na Síria são escassas e não há muitas fontes independentes, mas na Internet estão a ser divulgados vídeos amadores que mostram a grande violência das situações que ali se vivem.

Para reprimir a insurreição em Homs, o regime do Presidente Bachar al-Assad usou carros de combate e atiradores furtivos. Em cenas de alguns segundos, filmadas por telemóveis no bairro de Baba Amr, podem ver-se ataques a civis, fortes tiroteios e bombardeamentos ou ainda vítimas gravemente feridas e que não podem ser socorridas devido ao perigo dos snipers. Há também imagens de cadáveres nas ruas. A missão de observadores da Liga Árabe visa facilitar a saída da crise através de um plano que prevê a paragem dos combates, libertação dos presos políticos e livre circulação dos observadores, que podem chegar a 500. Mas a Liga Árabe não tem poderes para forçar o regime a, por exemplo, travar a repressão.

A missão é chefiada pelo general sudanês Ahmed Mustafa al-Dabi e já inclui 50 observadores, que chegaram na segunda-feira à Síria. O chefe da missão garantiu que os observadores ficarão hoje em Homs e há indicações de que muitos populares pedirão a protecção dos enviados da Liga Árabe.

A contestação ao regime de Bachar al-Assad começou em Março e transformou-se gradualmente em rebelião armada. Muitos desertores do exército passaram para o lado dos rebeldes. Em nove meses, diz a ONU, já morreram mais de cinco mil pessoas e há receios de que o conflito se transforme em guerra civil. Ontem, na província de Homs, no centro do país, foi atacado um gasoduto.

Esta imagem de dia 23 mostra o funeral de uma vítima dos protestos, perto de Homs

DIAS DE FOGO

FUZILAMENTOS
• **Dia 20** Mais de uma centena de desertores do exército foram fuzilados, segundo afirmam fontes dos rebeldes.

ENVIADOS
• **Dia 22** Chegam a Damasco os enviados políticos da Liga Árabe, na antecipação da chegada dos primeiros observadores da organização.

ATENTADO
• **23 Dez.** Brutal duplo atentado terrorista provoca 44 mortos na capital da Síria. Os ataques visam a sede dos serviços de informação e são atribuídos à Al-Qaeda.

REPRESSÃO
• **26 Dez.** O exército sírio lança uma nova ofensiva contra Homs e mata 34 pessoas.

HAMA

História de outra cidade mártir

• Os bombardeamentos indiscriminados contra populações civis não são inéditos na Síria. O anterior presidente, Hafez al-Assad, pai do actual líder do país, não hesitou em bombardear a cidade de Hama, em Fevereiro de 1982, quando ali ocorreu uma rebelião inspirada nos Irmãos Muçulmanos, o movimento islamita egípcio, que tem numerosos seguidores na Síria. Segundo estimativas credíveis, o ataque do exército provocou a morte a 20 mil pessoas. Hama é uma das cidades onde a contestação ao regime tem sido mais forte. A actual rebelião tem seguidores nas mesquitas, já que o regime é baseado na minoria alauíta (do ramo xiita do Islão), num país de maioria sunita.

The Irish Times (Irlande / Irland)

Syrian army withdraws tanks as monitors arrive

Thousands in Homs greet Arab League mission and protest against Assad regime

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

Arab League observers confronted by thousands in Homs

By **LOVEDAY MORRIS**

Tens of thousands of Syrians took to the streets yesterday in defiance of President Bashar al-Assad's brutal crackdown on dissent in Homs – the restive city which has become the heart of the uprising against his rule.

Up to 100,000 protesters poured out of their homes as tanks which had waged a brutal assault over the previous four days withdrew before observers from the Arab League arrived, according to the Syrian Observatory for Human Rights. The organisation described the withdrawal as a "show" which "proves the regime's continuation in deception".

The demonstrators confronted the visiting monitors to demand international protection, but were reportedly dispersed by troops firing tear gas.

The observers are in Syria to verify compliance with an Arab League plan to end the violent crackdown, and were making their first visit outside the capital, Damascus.

The United Nations says more than 5,000 people have been killed since March in protests against President Assad's regime.

Yesterday, the people of Homs appeared determined to show the world the heavy price they have paid as the hub of anti-government sentiment. Unverified videos posted by activists showed bleeding corpses in the streets. Some 34 people were killed in Homs on Monday alone, activists said.

The Independent (Royaume-Uni / United Kingdom)

Assad accused of hiding tanks to appease observers

Human rights groups say military will be back in force on streets of Homs once Arab League departs

By **LOVEDAY MORRIS**

The tanks that have terrorised the bullet-pocked, rubble-strewn streets of Homs were seen pulling out of its most restive neighbourhoods yesterday – but they are unlikely to have gone far.

Eleven tanks and other military vehicles were seen withdrawing from Baba Amr, the district that has borne the brunt of the army's bloody crackdown over the past few days, just ahead of the arrival of Arab League monitors.

However, human rights groups said the vehicles had not gone far, remaining hidden in government buildings and warehouses. "There's nothing to say they have left Homs. They will be back on the streets as soon as the observers are left," said Wissam Tarif, head of the human rights group Insan.

The Syrian Observatory for Human Rights, described the withdrawal as a "show" which "proves the regime's continuation in deception".

The team of around 60 Arab League monitors is tasked with assessing whether President Bashar al-Assad's government is complying with the pan-Arab organisation's peace plan which it signed. It requires the regime to stop the violent oppression of its people and withdraw its forces from the streets.

After arriving over the weekend, the team headed straight for Homs, where 34 people were killed by the security forces on Monday alone, according to activists, largely in Baba Amr. Videos purporting to be from the city have painted a grim picture of the price the city of just over 800,000 people has paid for becoming what has been dubbed as "the capital of the revolution". Bodies lie slumped in the streets in pools of blood as the sound of gunfire rings out. Activists say the snipers that line the rooftops of buildings prevent them from retrieving survivors.

A Syrian tank is seen in this video grab driving through the city of Homs on Boxing Day REUTERS

As the tanks made their exit yesterday morning, over 100,000 people took to the streets in various districts across the city, according to rights groups. At a funeral of an activist killed the previous day, one man rallied the crowds through a loudspeaker: "Listen Bashar: If you fire bullets, grenades or shells at us, we will not be scared."

In Khalidya, 35,000 were said to have rallied, waving flags, whistling and chanting: "Down with the regime."

Later, as many as 70,000 people marched on Clock Square in downtown Homs and were dispersed with tear gas, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

The observers were due to meet with the governor of the Homs province and activists, but human rights groups criticised the fact that they were accompanied by government minders.

"If there are security forces with the monitors, how can anyone meet with them and speak with them safely?" asked Mr Tarif. "It compromises the whole mission's credibility."

Former Sudanese intelligence chief General Mustafa al-Dabi, the head of the monitoring team, said they would be remaining in Homs for now. He described progress as "very good", adding: "all sides were responsive". Some of the country's opposition have viewed the visit with scepticism, even going as far as accusing the league of collaborating in a conspiracy with the regime.

Gaddafi's fatal delay **PAGES 22-23**

Voltairenet.org

Le Journal de Montréal (Canada)

Les observateurs de la Ligue arabe à Homs

DAMAS | (AFP) Les observateurs de la Ligue arabe ont amorcé, hier, leur mission en Syrie en se rendant à Homs, où quelque 70 000 personnes ont manifesté, au lendemain de la mort de plus de 30 civils tués par les forces de l'ordre.

Des dizaines de milliers de personnes ont observé un *sit-in* (occupation des lieux) dans le quartier de Khalidiyé à Homs, pour « dénoncer les crimes du régime » du président Bachar al-Assad, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Quelque 70 000 manifestants ont ensuite tenté de pénétrer sur la place al-Saa, place principale du centre de Homs, mais des agents de la sécurité les ont dispersés avec des gaz lacrymogènes. Les forces de l'ordre ont aussi tiré à balles réelles.

Situation sur le terrain

La télévision privée Dounia, proche du pouvoir, a affirmé que les observateurs s'étaient rendus dans le quartier de Bab Sebaa à Homs, où ils avaient « évalué les dégâts faits par les groupes terroristes ».

Une vidéo diffusée sur YouTube montrait des observateurs arabes à Homs, parmi lesquels le chef de la mission, le général soudanais Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi, pris à partie par quelques habitants essayant de les convaincre de venir voir ce qu'il se passe dans leur quartier.

La répression, qui a fait au moins 5 000 morts en neuf mois selon l'ONU, a encore fait sept morts, mardi, selon l'OSDH. Lundi, 44 civils avaient été tués, à travers le pays, par les forces de l'ordre.

Le général Mohammed Ahmed Moustapha al-Dabi avait déclaré, dans la matinée, que les responsables syriens avaient été « jusqu'à présent (...) très coopératifs » avec les observateurs.

Cinquante experts civils et militaires mandatés par la Ligue arabe sont arrivés, lundi soir, en Syrie pour surveiller la situation sur le terrain, dans le cadre d'un plan de sortie de crise, qui prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, le retrait de l'armée et la libre circulation des observateurs arabes et de la presse.

Mises en garde internationales

« L'arrivée de ces observateurs n'est pas une fin en soi : c'est bien l'ensemble du plan de la Ligue arabe qui doit être mis en oeuvre », a prévenu la France, hier, mettant en garde contre « toute tentative de dissimulation et de manipulation » de la part des autorités syriennes.

Les États-Unis ont appelé les observateurs arabes à se montrer « audacieux dans leurs recherches », tout en accusant le régime syrien d'avoir accru la répression ces derniers jours.

Le Soleil (Canada)

Un retrait pour la forme des chars syriens

Associated Press et Agence France-Presse

BEYROUTH, Liban — Onze chars syriens qui pilonnaient Homs depuis plusieurs jours ont commencé à se retirer de cette ville du centre du pays hier, juste avant l'arrivée d'observateurs de la Ligue arabe chargés de vérifier que Damas a cessé de réprimer dans le sang le soulèvement antigouvernemental. Quelque 70 000 personnes de Homs avaient manifesté au lendemain de la mort de plus de 20 civils tués par les forces de l'ordre.

Profitant de l'accalmie, des dizaines de milliers de résidants de la ville sont descendus dans les rues pour défier le régime du président Bachar Al-Assad.

Des vidéos amateurs montraient des dizaines de milliers de personnes suivant un cercueil couvert d'un drapeau syrien. Une personne a crié : « Écoute-nous, Bachar : si tu tires des balles, des grenades ou des obus sur nous, nous n'aurons pas peur. » D'autres manifestants ont brandi le drapeau syrien de l'indépendance (1946), avant l'arrivée au pouvoir en 1963 du parti Baas, toujours aux commandes du pays.

Une soixantaine d'observateurs de la Ligue arabe, arrivés en Syrie lundi soir, ont entamé leur mission hier. Ils doivent vérifier que Damas respecte l'accord signé le 19 décembre pour mettre fin à la répression qui a fait plus de 5000 morts depuis la mi-mars, selon les Nations Unies.

Le plan arabe prévoit l'arrêt de la répression, l'ouverture de négociations avec l'opposition, la libération des prisonniers politiques, le repli de l'armée dans les casernes et le libre accès des travailleurs humanitaires et des journalistes au territoire syrien. Mais le régime a fait fi du plan.

The Wall Street Journal (USA)

U.S. and France Seek Balance on Middle East

By Jay Solomon

PARIS—France's role as a leader in crafting the West's response to the Middle East's political tumult has led Washington to deepen its diplomatic cooperation with Paris, but also has caused some friction in forging an international response to events in Syria and Iran, according to French and American officials.

The positions taken by Paris and Washington are widely seen as setting the tone for action in the Mideast. The State Department is significantly increasing staff in its Paris embassy to more closely coordinate on Iran and the political rebellions in the Middle East known as the Arab Spring.

French officials said President Nicolas Sarkozy believes Iran's acquisition of nuclear weapons could set off a regional arms race and greatly strengthen Tehran's position in the Persian Gulf. He also sees the Arab Spring as a rare opportunity to bring democracy and more stability to the Middle East.

France in recent weeks has taken the most aggressive posture among European Union and North Atlantic Treaty Organization countries concerning Syria's crackdown on pro-democracy activists and Iran's nuclear program.

French Foreign Minister Alain Juppé last month became the first Western diplomat to publicly call for an international humanitarian intervention in Syria, though French officials have stressed they aren't seeking a military campaign.

Meanwhile, Mr. Sarkozy is pressing for a total embargo on Iran's oil exports and central bank, a step the EU and the Obama administration have yet to fully embrace. "We feel Iran needs to feel even more economic pain so that it's willing to make a strategic decision" to give up its nuclear program, said a senior French official this month. "We don't think we're there yet."

The Obama administration has been wary to take too forward a position on the Middle East, due to economic and strategic concerns.

"We hope President Obama will throw the full support of the United States behind the Sarkozy initiative, working together with our French allies, along with other partners around the world, to target the central bank and curtail the ability of the Iranian regime to derive revenue from its oil exports," Sen. John McCain (R., Ariz.) and Sen. Joe Lieberman (I., Conn.) said in a joint statement last month.

The Obama administration has worried such moves could drive up global energy prices and hurt the U.S. economic recovery, though U.S. officials said they were moving in this direction. Iran last year was the second-largest oil exporter among the Organization of Petroleum Exporting Countries and processes most of its energy transactions through its central bank.

White House and State Department officials commend Mr. Sarkozy's government for its leadership role. But they said Paris's aggressive posture is at times complicating the Obama administration's Mideast strategy.

For instance, U.S. officials said they were taken by surprise by Mr. Juppé's public call for the establishment of a "humanitarian corridor" inside Syria during an interview with a French radio station late last month.

U.S. officials have said a forceful intervention in Syria could feed the civil conflict and give Damascus an incentive to even more aggressively crack down on political opponents. The Obama administration is worried about the potential for a prolonged civil war and isn't confident that President Bashar al-Assad's political opponents are fully united, according to senior U.S. officials.

The U.S. officials said Secretary of State Hillary Clinton has held extensive discussions with her French counterpart about Syria, and in particular, the need to protect civilians. But they added they were worried the international community could box itself in by committing too quickly to taking action.

"We're not there yet," said a senior U.S. official, concerning possible steps to safeguard Syrian civilians and humanitarian aid.

Paris is increasingly becoming a center for Arab and Iranian political activists. Parisian hotels, restaurants and cafés in recent months have played host to Arab and Iranian activists who are seeking ways to weaken their governments. Syria's main opposition coalition, the Syrian National Council, recently established one of its two headquarters in Paris. The other is in Istanbul.

The French government also has helped facilitate travel for the SNC's membership, according to representatives from the Council.

"France, along with Turkey, has really become one of the centers of the Arab Spring," said Ausama Monajed, a top adviser to SNC President Burhan Ghalioun. "This is where international actions and responses are being planned."

Mr. Sarkozy's public push with U.K. Prime Minister David Cameron for a military intervention in Libya, despite initial U.S. reservations, galvanized international support for the NATO air campaign that helped topple strongman Moammar Gadhafi.

Paris Initiatives

French strategy for Mideast challenges.

- **LIBYA:** France led push within NATO for military action
- **SYRIA:** Foreign Minister Juppé is first Western leader to call for establishment of a humanitarian corridor to protect monitors and aid
- **IRAN:** President Sarkozy is pushing for complete EU ban on Iran's oil exports and central bank transactions

The Wall Street Journal (USA)

Syria Suspends Attacks on Key City as Monitors Arrive

By Farnaz Fassihi

BEIRUT—Arab League observers arrived in the restive city of Homs on Tuesday as a massive protest against the government erupted and deadly clashes with security forces left more than a dozen people killed, according to Syrian human-rights organizations.

The Syrian army withdrew its tanks from Homs streets Tuesday morning ahead of the Arab League's visit. Activists from the Local Coordination Committees, who organize and log the protests, said the tanks were hidden from view and replaced with armored cars.

Videos from the demonstration posted on YouTube showed large crowds packed in and around the city's Freedom Square, clapping and chanting slogans against the regime. They held up signs stating how many dissidents had been killed and waved the Syrian flag.

Activists put the number of protesters at around 70,000, one of the largest gatherings recently, and said that security forces fired tear gas to disperse the crowd and that snipers were positioned on buildings around the square.

A total of 35 people were killed across Syria on Tuesday, 19 in Homs, according to the London based Syrian Observatory for Human Rights, adding to hundreds reported killed there in recent weeks.

The Arab League's team, which will continue its tour of Homs on Wednesday, was reported to have stayed briefly in the Bab Amr neighborhood of Homs on Tuesday and didn't go to the sight of the protests, according to Syrian activists.

Gen. Mustafa Dabi, the Sudanese leader of the Arab League team, told news agencies that, "Today was very good and all sides were responsive." He added that the Syrian government had cooperated very well and without restrictions.

Activists, however, said the team's first day in Homs had been disappointing, raising skepticism about whether they would be able, or even willing, to stand up to the Syrian government for access.

The activists said Syria had failed to honor the three core conditions of the Arab League—freeing of political prisoners, offering access to foreign media and halting fire.

"We want them [the Arab League] to declare clearly and honestly that this initiative and mission failed and refer the whole portfolio to the U.N. Security Council to protect civilians," said Mouaib Azzawi, the chief coordinator for the Syrian Observatory for Human Rights based in London.

Video posted on YouTube showed a man approaching one of the observers and desperately pleading with the observer to let him take him for a tour.

"Please we can't cross the street without snipers. It's a reality, we are unarmed civilians here," the man pleaded, while tugging at the observer's sleeves. The observer, whose identity wasn't clear but had an official badge around his neck, kept looking away, dismissing the man and telling him to look for the Arab League's "official media statement."

Activists said residents in Homs were angry and pessimistic that the Arab League mission would yield any results. The teams of about 50 observers, whose names haven't been released, plan to visit other cities that have been hot spots for the uprising, including Hama, Daraa and Idlib.

The Associated Press reported that soon after the tanks pulled back and stopped shelling, videos showed tens of thousands flooding into the streets and marching defiantly in a funeral. They carried the open casket overhead with the exposed face of an 80-year-old bearded man.

Later a group walking side by side with monitors along a Homs street chanted, "The people want to execute Bashar," and "Long live the Free Syrian Army," referring to the force of army defectors fighting Mr. Assad's troops.

A video grab shows a Syrian tank driving through the city of Homs on Sunday.

The Washington Post (USA)

Foreign observers enter besieged Syrian city

Protesters reportedly fired upon in presence of Arab League monitors

BY ALICE FORDHAM

BEIRUT — A rare visit by foreign officials inside the increasingly desperate Syrian city of Homs was met Tuesday by frantic pleas from residents amid a crackdown against protesters by forces of President Bashar al-Assad.

The arrival of the delegation of observers from the Arab League in the centrally located city marked one of the few chances for embattled Syrians to make their case directly to the outside world. Many people complained that violence continued to rage despite the monitors' presence and that the international community had done too little to protect them during the nine-month-old uprising.

"We are unarmed people who are dying," shouted one man, shown in a video uploaded to YouTube on Tuesday, as he accosted some of the 50 observers now in the country. He asked them to go deeper into the city and pointed out pools of blood and shattered buildings. "Where is the world?" asked a man in another video.

Opposition groups had called for the Arab League to send a team to Homs, regarded as a center of the uprising, to monitor whether Syrian authorities were sticking to an agreement to withdraw soldiers from populated areas and stop using deadly force against protesters.

Just before the visit, army tanks withdrew from the city or were hidden in government buildings, and snipers on rooftops exchanged their uniforms for civilian clothes, said Saleem Qabani, a protester reached by Skype. He added that he saw soldiers near a security checkpoint changing into police uniforms.

Syria has imposed strict limits on reporters in the country, making it impossible to independently confirm his and other reports.

As the monitors visited the hard-hit Homs neighborhood of Baba Amr, tens of thousands of people gathered in the streets and headed toward Clock Square in the city center to demand the ouster of Assad, said Rami Abdulrahman of the London-based Syrian Observatory for Human Rights.

At the demonstration, the larg-

SYRIA CONTINUED ON A9

Yemeni leader's welcome in U.S. is in dispute

A Yemeni official says he was assured Saleh could come for treatment, but the State Department denies that. **A9**

Editorial: The Obama administration should not issue a visa to Saleh. **A14**

Residents of Syrian city implore monitors for help

SYRIA FROM A1

est in the city since the summer, observers were able to see security forces firing on the crowd, Qabani said. "The massacre committed was in front of their eyes, so their visit did not change anything," he said.

Anti-government activists say that more than 100 people have been killed by security forces in Homs in the past week and that neighborhoods including Baba Amr have been surrounded by hundreds of tanks, which have been shelling residential areas, while food, fuel and medicine are running low. Some elements of the opposition in Homs have taken up arms, allying themselves with the loose group of army defectors and rebels known as the Free Syrian Army.

"The regime used the last several days as an opportunity to escalate their attacks on several . . . neighborhoods in Homs and other cities prior to the deployment of these monitors," State Department spokesman Mark Toner said Tuesday in Washington.

Toner also expressed hope that the monitors would be able to do their work. "We obviously look to these individuals to be intrepid in their search for the truth of what's happening on the ground," he said. He said the United States "would . . . demand that the Syrian authorities allow them full access to the Syrian people in order to carry out their mission."

The observers are traveling with Syrian security forces, raising doubts for those in the opposition about whether they will be able to monitor the situation effectively. The relatively small number of monitors has also prompted some opposition leaders to dismiss the mission as a waste of time. A contingent of 500 was initially discussed, but only 150 are now likely to enter the country, said Wissam Tarif, a rights activist with the Avaaz movement.

"This mission was born dead," said Tarif, who was initially nominated by the Arab League as a monitor but withdrew because of concerns about the operation.

Human Rights Watch reported Tuesday that security sources said in interviews with its researchers that political detainees in Homs were being transferred out of prisons ahead of the Arab League visit.

> ***"This mission was born dead."***
>
> **Wissam Tarif**, rights activist with the Avaaz movement, on the small number of Arab League monitors

However, the Syrian National Council, an umbrella opposition group whose members are mostly outside Syria, said the fact that observers had witnessed a protest and been allowed into the troubled Baba Amr neighborhood was a sign that they had been exposed to the true nature of the unrest.

Bassma Kodmani, spokeswoman for the group, said its members had been providing guidance to the Arab League team on areas to visit, identifying places where activists allege that security forces have cracked down on protests.

"We have all sorts of doubts and apprehensions about the mission, but we have supported it as much as we can," she said.

She said that the observers had asked to visit several cities where protests and clashes had taken place and that the next step would be for the Arab League to meet and decide whether to refer the situation to the U.N. Security Council. Some observers walked around parts of Homs without escorts and met with leading figures from the local opposition movement, witnesses said.

The unrest has threatened to spill into neighboring countries, with at least two violent border incidents reported Tuesday. Three Lebanese men were fatally shot by Syrian security forces with heavy machine guns on Syrian territory near the border with Lebanon — where many people mistrust Syrian authorities — according to the Lebanese national news agency. In addition, Syrian state media reported that security forces had killed several "terrorists" attempting to enter the country from Turkey.

An explosion at an oil pipeline outside Homs on Tuesday threatened the main power station in the area, jeopardizing an already shaky electricity supply. Medical supplies are said to be running short, and residents in some areas report that dead and wounded people lie in the streets, with soldiers preventing all movement.

liz.sly@washpost.com

on washingtonpost.com

View a video of Syrian tanks withdrawing from their positions in Homs and see a photo gallery of nationwide protests at washingtonpost.com/world.

Voltairenet.org

The Washington Times (USA)

Syria pulls tanks from Homs after more attacks

Coincides with visit of Arab League monitors

By Bassem Mroue
ASSOCIATED PRESS

BEIRUT | Syria's army suspended days of punishing attacks on the restive city of Homs and began withdrawing its tanks Tuesday just as Arab League monitors visited the area, activists and officials said.

Huge crowds poured into the streets shortly after the pullback, shouting defiantly that they will not be cowed by the crackdown.

Amateur video showed tens of thousands flooding the streets of the city, which had been under siege for days, to march in a funeral procession. They carried the open casket overhead with the exposed face of an older man with a white beard.

"Listen, Bashar: If you fire bullets, grenades or shells at us, we will not be scared," one person shouted to the crowd through loudspeakers.

Many were waving Syria's independence flag, which predates the 1963 ascendancy of President Bashar Assad's Baath party to power.

About 60 Arab League monitors — the first allowed by Syria's regime during its nine-month crackdown on an anti-government uprising — began work Tuesday.

They are there to ensure compliance with the Arab League's plan to halt violence against mostly unarmed, peaceful protesters, and the pullback in Homs was the first tangible sign that Mr. Assad was implementing any of the terms.

After signing on to the plan early last week, Mr. Assad's regime intensified the violence, rather than easing up, and it was condemned internationally for flouting the agreement.

Government troops killed hundreds in just the past week. On Monday, security forces killed at least 42 people, most of them in Homs.

Amateur video released by activists showed residents of Homs' tense Baba Amr district speaking to the Arab monitors.

"We are unarmed people who are dying," one resident shouts to an observer. Seconds later, shooting is heard from a distance as someone else screams: "We are being slaughtered here."

In another exchange, a resident tells a monitor: "You should say what you just told the head of the mission. You said you cannot cross to the other side of the street because of sniper fire."

The observer points to the head of the team and says: "He will make a statement." The resident then repeats his demand, and the monitor, smoking a cigarette, nods in approval.

The Arab League plan demands the government remove its security forces and heavy weapons from city streets, start talks with opposition leaders and allow human rights workers and journalists into the country.

Before Tuesday's redeployment of at least some tanks, there had been no sign that Mr. Assad was implementing any of the terms, much less letting up on his brutal crackdown.

The United Nations said that at least 5,000 people have been killed in Syria since the beginning of the regime's crackdown in March.

New York Times – International Herlad Tribune (USA)

Syrian city simmers as monitors begin visit

BEIRUT

Arab League observers meet Homs activists, but fighting in city continues

BY KAREEM FAHIM

Residents of the Syrian city of Homs said the government had pulled some of its tanks from the streets on Tuesday morning, shortly before Arab League observers arrived to monitor pledges by the government to withdraw troops and heavy weapons from residential areas.

But sporadic fighting continued on Tuesday morning in Baba Amr, the neighborhood hardest hit by the violence that has left dozens of people dead in recent days, residents said. Activists said some tanks were still visible. They claimed others were being hidden.

Early Tuesday, a contingent of observers met with the governor of Homs and then with opposition figures inside the city.

Ahmed, an activist with the Local Coordination Committees in Homs, said in a telephone interview that he was among a group of people escorting observers from Sudan, Egypt, Algeria and Mauritania. As the group tried to visit a mosque where several bodies were being stored, they were stopped by gunfire coming from a government checkpoint.

Activists posted a video on the Internet on Tuesday that they said showed several men pleading with the observers. One man wanted the observers to announce that they had been prevented from visiting a part of the city because snipers were still in the buildings. Gunshots can be heard in the background.

"Go inside," another man said. "Go see what's inside. They're massacring us."

Large crowds took to the streets of Homs, and video aired by the Al Jazeera network showed what appeared to be tens of thousands of people demonstrating in the city center. Teams of observers are supposed to travel to several other cities, including Hama, Dara'a and Idlib. Human rights groups have questioned how effective the mission would be. Critics have raised doubts about whether the observers can, or will, work independently of the government of President Bashar al-Assad, and whether the team has members qualified to make sense of a conflict that looks increasingly like a civil war.

Activists said Tuesday that the observers were not accompanied by anyone from the government as they walked through the city. At the same time, they said, the observers had not stayed long enough or ventured deep enough into neighborhoods. Ali, an anti-government activist, said they had not seen the field hospitals or the "hot spots."

"The observers failed today," he said.

The official Syrian news agency, Sana, said that early Tuesday "terrorists" had attacked a natural gas pipeline in Homs for the second time in a month.

The Arab League has not released a

SYRIA, PAGE 4

Syrian city simmers as monitors arrive

SYRIA, FROM PAGE 1

list of the observers, though the names of a few people have become public. The mission is supposed to last a month.

Speaking to Reuters on Monday, the team leader, Lt. Gen. Mohamed al-Dabi, a former head of military intelligence and external security in Sudan, said, "Our Syrian brothers are cooperating very well and without any restrictions so far." He added that Syrian forces would be providing transportation for the observers.

Wissam Tarif, an activist with Avaaz, which documents protests, said he and others had repeatedly asked for biographies of the observers. He said his organization had decided not to participate because of concerns that the government would be escorting the observers to conflict zones, making it impossible to do impartial interviews.

"A rapist can't be one of the forensic experts examining a victim," he said.

The observers' visit coincides with some of the worst violence in the nine-month uprising, as the army and the security forces have attacked strongholds of resistance, in Homs and near Idlib.

Residents of Homs said the security forces had fired on protesters. They also spoke of an intensifying war in some neighborhoods, pitting defecting soldiers and other armed government opponents against the security forces and the army. Soldiers surrounded neighborhoods, tanks patrolling the streets.

In the city's Inshaat neighborhood, residents said the dead included a 60-year-old man, apparently shot as he walked to a mosque. Two groups — the Local Coordination Committees and the Syrian Observatory for Human Rights — said that 30 to 35 people had been killed, but their tallies could not be confirmed independently.

Armed military defectors also seemed to be fighting intensely. A witness quoted by Reuters reported seeing ambulances full of wounded government soldiers over the past few days. Other residents said there was heavy shelling by government forces, but also exchanges of gunfire between the army and the opposition. The state news agency, Sana, said funerals had been held on Monday for several members of the security forces killed in Homs.

Videos posted by activists on the Internet showed bodies in the rubble of buildings and mortar shells striking apartment buildings. The fighting is the latest trial for Homs, a stronghold of government resistance that has become one of Syria's most perilous cities. Sectarian murders have left scores dead as armed defectors have carved out strongholds in some neighborhoods.

Hwaida Saad and an employee of The New York Times contributed reporting from Beirut, and Scott Sayare from Paris.

Voltairenet.org

Al Ahram Hebdo (Egypte / Egypt)

SYRIE . La mission de la Ligue arabe est toujours sur place pour vérifier l'application du plan de sortie de crise. Une application qui se heurte à la poursuite des violences continuant de faire des morts quotidiennement.

La diplomatie cherche une voie

APRÈS une longue attente, une délégation de la Ligue est finalement arrivée dimanche dernier en Syrie. Présidée par le général soudanais Ahmad Moustafa Al Dabi, la délégation arabe doit accomplir une tâche difficile : vérifier l'application par Damas d'un plan de sortie de crise après 9 mois de manifestations réprimées dans le sang. Cette délégation, formée de 50 observateurs, est divisée en 5 équipes de 10 qui, outre Homs, se rendent à Damas, à Hama et à Idlib, puis vont à Qamechli, à Tarsos, à Panias et à Deir Al Zor. La délégation est composée d'experts arabes dans différents domaines, notamment politique, droits de l'homme, militaire et économique. La Ligue arabe espère envoyer au total environ 150 observateurs en Syrie d'ici la fin de l'année. Avant son départ pour la Syrie, le général Dabi a rencontré au Caire le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, afin d'établir la « *feuille de route* » de la mission, dont il a promis qu'elle travaillerait dans la transparence. Le militaire soudanais a déclaré que les observateurs prévoyaient de rencontrer divers protagonistes de la crise, issus de l'armée comme des rangs de l'opposition. Cette mission a rejoint une autre qui est déjà arrivée le jeudi 22 décembre à Damas pour s'entretenir avec les autorités syriennes. Nabil Al-Arabi a estimé qu'il faudrait une semaine seulement pour constater le respect ou non par les autorités syriennes du plan de sortie de crise élaboré par l'organisation panarabe. Cette dernière a mené 6 semaines de tractations acharnées avec le pouvoir syrien qui a accepté de signer le protocole d'admission des observateurs sur son sol la semaine dernière. Le plan de la Ligue prévoit l'arrêt des violences, le retrait des troupes armées stationnées dans les rues, la libre circulation dans le pays pour les observateurs arabes et la presse, la libération de prisonniers et un dialogue avec l'opposition. La Syrie a officiellement accepté ce plan le 2 novembre, mais les violences n'ont pas cessé pour autant.

A cet égard, les opposants du président Bachar Al-Assad restent sceptiques sur l'intérêt d'une mission d'observateurs visant à surveiller l'application d'un plan de paix qu'ils sont persuadé que Damas ne respectera pas. Bourhan Ghalioun, chef du Conseil National Syrien (CNS), qui regroupe divers mouvements d'opposition, a estimé que la Ligue arabe devait accentuer la pression sur Damas en demandant au Conseil de sécurité de l'Onu d'adopter son plan de paix. « *Nous voulons que ce régime s'en aille afin que nous puissions vivre en paix. Il n'est pas raisonnable que le sang coule pendant que la communauté internationale ne fait rien pour stopper ce régime fasciste* », a déclaré Ghalioun. Face à la répression des manifestations anti-Assad, qui s'élève à plus de 5 000 morts selon l'Onu, la Ligue a également suspendu la Syrie de ses instances et imposé des sanctions économiques à Damas.

Se rendre dans « *tous les points chauds* »

Essayant de justifier leur position, le CNS a exhorté la Ligue arabe à se rendre à Homs (centre), où des milliers de soldats « *assiègent* » un quartier insurgé. « *Depuis tôt ce matin, le quartier de Baba Amro (à Homs) est assiégé et sous la menace d'une invasion militaire de la part d'une force estimée à 4 000 soldats. Cela s'ajoute au bombardement continu de Homs qui dure depuis des jours* », annonce le CNS dans un communiqué.

Essayant de hausser le ton, le CNS a également demandé aux observateurs de se rendre dans tous les points chauds en Syrie, ou de mettre fin à leur mission s'ils ne peuvent pas la mener à bien, ajoutant qu'il tenait la Ligue arabe et la communauté internationale « *pour responsables des massacres commis par le régime* ». L'opposition fait ainsi référence aux attentats suicide qui ont eu lieu à la veille de l'arrivée de la délégation arabe en Syrie. Cette dernière a accusé l'opposition d'être derrière ces attaques. Cependant, l'opposition considère la venue des observateurs arabes comme une manœuvre dilatoire du régime et les Frères musulmans ont accusé Damas d'avoir mis en scène les attentats suicide afin de détourner l'attention (des observateurs arabes) des manifestations hebdomadaires. En outre, ils l'accusent d'avoir « *falsifié de toutes pièces un autre communiqué revendiquant les attaques au nom des Frères* », a déclaré le porte-parole de la confrérie, Zouhair Salem, réagissant à un communiqué mis en ligne sur un site Internet se présentant comme étant celui des Frères en Syrie. A leur tour, ces derniers ont accusé le régime d'être derrière ces attentats et de vouloir leur faire porter la responsabilité de ces attaques. Les autorités syriennes y avaient vu pour leur part « *la main d'Al-Qaïda* ».

Pour soutenir les Frères musulmans, le CNS, dont la confrérie fait partie, avait déjà imputé au régime la « *responsabilité directe* » des attentats, y voyant « *un message de mise en garde aux observateurs arabes, pour qu'ils ne s'approchent pas des centres de sécurité* ». En plus, le CNS accuse en outre le régime d'avoir transféré « *des milliers de détenus vers des casernes militaires fortifiées* » où les observateurs de la Ligue arabe n'ont pas accès, et « *a mis en garde tous ceux qui travaillent dans les hôpitaux pour qu'ils ne parlent pas aux observateurs arabes* ».

En première réaction à ces déclarations, Nabil Al-Arabi a dénoncé les attentats de Damas, tout en promettant que « *de tels actes criminels n'empêcheront pas la mission des observateurs de la Ligue arabe de mener à bien sa tâche* ». Pour assurer l'opposition, le secrétaire de la Ligue arabe, Nabil Al-Arabi, avait déclaré que les observateurs demanderaient à avoir accès aux hôpitaux, aux prisons et à d'autres sites du pays. La mission fera des rapports quotidiens. Les autorités syriennes y auront accès, mais les rapports ne seront pas soumis à leur approbation. Selon lui, la mission ne devrait pas avoir besoin de plus d'une semaine pour faire son rapport.

Cherchant un soutien international, le CNS a demandé « *une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'Onu pour évoquer les massacres du régime et appelé à la création de zones de sécurité sous protection internationale* ». Il a également demandé au Comité international du Croissant-Rouge et d'autres ONG de fournir une aide d'urgence.

En revanche, les responsables syriens affirment qu'un millier de prisonniers ont été libérés depuis la signature du plan il y a 6 semaines et que l'armée s'est retirée des villes. Le gouvernement a promis une élection législative au début de l'année prochaine ainsi qu'une réforme constitutionnelle qui pourrait relâcher l'emprise du parti *Baas* au pouvoir sur la gouvernance du pays. Les opposants syriens sont sceptiques quant à la volonté d'Assad de mettre en œuvre un tel plan ●

Maha Salem

Al-Ahram Hebdo (Egypte / Egypt)

Les intentions syriennes

Massoud Al-Hennaoui

Editorialiste

La Syrie est-elle réellement convaincue du plan de la Ligue arabe pour désamorcer la crise qui a envahi tout le pays ?

Est-ce que la Syrie s'est enfin soumise aux pressions internationales visant à stopper le bain de sang ? Est-ce que la signature du protocole de la venue d'observateurs arabes constitue le début d'une issue pacifique pour la crise ?

J'espère que toutes les réponses à ces questions seront positives, surtout que la signature du protocole arabe a été accompagnée par la présentation d'un projet russe auprès de l'Onu pour remédier à la crise et qui ne comprend pas de nouvelles sanctions imposées à la Syrie.

Or, les événements qui ont eu lieu avant et après la signature du protocole nous poussent à considérer avec réserve la possibilité de parvenir à une solution finale à la crise syrienne. Avant la signature du protocole, la Syrie s'opposait fermement à son contenu, le considérant comme une ingérence claire dans ses affaires intérieures, touchant à sa souveraineté nationale. Le projet avait alors été considéré par la Syrie comme non applicable en réalité. Au point de s'interroger : Qui peut garantir la protection des observateurs arabes s'ils sont exposés à des actes de violence pendant leur mission dans le pays ?

Et pendant la signature, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Al-Moallem, n'a trouvé aucune honte à annoncer dans une conférence de presse que cette initiative a été acceptée conformément à une demande russe, affirmant : « *Les Russes nous ont conseillé de signer le protocole et nous avons décidé de suivre leur conseil* ». Ces déclarations imposent plusieurs interrogations en ce qui concerne la conviction et la satisfaction des responsables syriens de ce pas accompli, et par conséquent, vont-ils appliquer les clauses du protocole ?

A peine quelques heures après la signature, le monde entier était choqué par les nouvelles du meurtre d'environ 100 Syriens par les forces de l'armée et de la police, dont la plupart sont des déserteurs, durant une opération de fuite collective de leur camp militaire.

Il est évident que tous ces comportements nous poussent à être méfiants envers les intentions réelles de la Syrie quant à la mission des observateurs arabes. Est-il question d'une nouvelle manœuvre en accord avec la Syrie ?

Espérons que ces craintes ne soient pas réelles et que la sécurité et la stabilité règnent dans toute la Syrie pour que les Syriens vivent en paix ●

The Jerusalem Post (Palestine occupée / Occupied Palestine)

What if Assad survives?

• By FARID GHADRY

MOURNERS CARRY the coffins of people killed by two car bombs last week in Damascus. More violence is sure to rock Syria if the Assad regime survives the current insurrection. (Reuters)

Last Friday, the high-security Damascus district of Kfar Sousa was the target of two suicide car-bombings that resulted in over 40 deaths. The carnage was reminiscent of places such as Iraq, a far cry from the "stability" touted by Syrian dictator Bashar Assad. Kfar Sousa was also the district where Imad Mughniyeh was hunted and killed in February of 2008.

The twin suicide attacks may very well have been the work of Sunni extremists, but given Syrian and Iranian expertise with car bombs and Assad's urgent need to launch a decisive attack against cities like Homs, the possibility of an attack aimed at savagely ending the rebellion should not be discounted.

The current fighting is reminiscent of carnage in the city of Hama, which was bombed by Hafez and Rifaat Assad in 1982 for two straight weeks, resulting in over 20,000 deaths. That attack set the bar for an efficient end to popular civilian uprising.

Palaces with 24 karat gold plumbing cannot coexist indefinitely with the continued wasted hopes of the masses

Today, however, Syrians are bolder and more intolerant of religious prejudice than they were in 1982, and the ethnic imbalance in Syria is greater. It is therefore only a question of time before Syria becomes a theater of war. If Assad remains fixated on staying in power violence will envelop the country.

Force is the only way to dislodge a violent regime. The recent agreement between the Arab League and the Assad regime to position 150 observers around the country to monitor events, when videos taken by courageous protestors speak for themselves, is merely an attempt to distract our attention from regime change.

This first move by the Arab League to fill the vacuum left by the US is but a snapshot of things to come: More disconnected policies and more death. Thanks to such policies, Arabs are living in an aimless and degenerate era, incapable of resolving the core problems facing 350 million Muslims living in abject poverty and unmitigated ignorance. It's all about families ruling perpetually.

IN FACT, the answer to the White House's inaction and the self-indulgent, meaningless steps taken by the Arab League may be found in the fact that Iran and Saudi Arabia are engaged in high-level secret negotiations today, something that a Gulf Cooperation Council (GCC) official inadvertently confirmed to me in a private conversation. Those talks are most likely to result in agreements on questions of "regional influence."

Since toppling the Assad regime is considered a red line for Iran, the countries are probably trading Syria for Bahrain and the oil-rich eastern province populated by a repressed Shia majority. In other words, the GCC would not seek regime change in Syria in return for Iran not whipping up the Shia majority in Bahrain and the Shia in the Eastern province in Saudi Arabia.

If so, relying on their media empires and Turkish Prime Minister Recep Erdogan (who recently took over from Iranian President Mahmoud Ahmadinejad as the most popular leader in the region) to calm the Syrian street is as futile an exercise as sending monitors to Syria while Assad continues to kill indiscriminately.

When Tunisia erupted last December, one of the first actions taken by Saudi King Abdullah was to increase the salaries of public employees by 60 percent, which simply shows how much the Arab League is out of touch with reality and their people. Palaces with 24k gold plumbing cannot co-exist indefinitely with the continued wasted hopes of the masses extending their hands for charity to families they never elected.

Besides the Arab League playing lead architect in the region, the unfolding tragedy in Syria has only managed to gain ambivalent responses, including strong statements and tepid sanctions, from the international community. Neither will bring about regime change in Syria.

Washington's inaction and the self-centered interests of the Arab League beg the obvious question: Will Assad survive? This central issue - a very real possibility - seems to have escaped the attention of many international commentators and observers.

While it is difficult to predict what precise actions Assad will take, there is no doubt he would turn the whole country into a base of operations from which he could launch low-level offensives against his enemies, be they countries or individuals. Not even Europe, in light of its supposedly tight sanctions against his regime, would be spared. Nor would Lebanon or Lebanese politicians, usually an easy target given Hezbollah's willingness and Lebanon's divisive politics.

As long as the various Arab League countries are spared and the US continues detaching itself from the Middle East by handing responsibility for regional leadership to countries like Turkey, all those who played a role in seeking regime change in Syria will be affected. This includes Israel, regardless of the fact that Israel is a neutral player in this issue.

Barring some persuasive means of showing Saudi Arabia and Qatar, which has been vital in shaping the Syria policy at the Arab League, they have more to lose from their "Kumbaya" dance with Khameini than from regime change in Syria, the whole region will suffer from the policies of Saudi Arabia and Qatar.

The writer heads the US-based Reform Party of Syria and has a blog dedicated to Syrian politics and Islam.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

L'affaire de Ersal continue d'alimenter la polémique dans les milieux politiques

Sécurité Jour après jour, les propos du ministre de la Défense sur l'infiltration présumée en Syrie de membres d'el-Qaëda via le village de Ersal prennent de l'ampleur. Hier, c'est une nouvelle série de réactions qui s'est déclenchée, avec des avis partagés sur la question.

Les incursions syriennes au Liban sont motivées par des questions d'urgence, affirme Mansour

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Les propos de Fayez Ghosn sur el-Qaëda visent à se venger des habitants de Ersal

Les dernières déclarations du ministre de la Défense Fayez Ghosn faisant état de la présence dans la région de la localité de Ersal, dans la Békaa, d'éléments de l'organisation el-Qaëda qui s'infiltreraient, selon lui, en territoire syrien à partir du Liban ont remis sur le tapis le profond clivage qui oppose les Libanais, même dans les plus hautes sphères du pouvoir, au sujet de la crise syrienne.

Lors de la séance du cabinet qui s'est tenue la semaine dernière, le ministre de la Défense a posé le problème de la présence prétendue de miliciens d'el-Qaëda à Ersal, dans une tentative évidente d'amener le gouvernement à avaliser sa position à ce sujet. L'un des ministres est alors intervenu pour demander à M. Ghosn si ses propos étaient fondés sur des documents et des preuves solides. Le ministre de la Défense a répondu qu'il ne possédait pas de preuves, ce qui a amené son collègue à lui conseiller de ne plus soulever cette question, d'autant que les habitants de Ersal et les pôles du 14 Mars l'accusent de vouloir payer la voie, par ses propos, à une opération de l'armée libanaise ou des forces syriennes contre la localité et sa région.

Pour sa part, le président Michel Sleiman a demandé au ministre de la Défense, lorsqu'il a soulevé la question, de soumettre au Conseil des ministres les documents et les preuves qui attestent la véracité de ses déclarations. M. Ghosn n'ayant pas été en mesure de présenter ces documents, le chef de l'Etat a refusé que le pouvoir exécutif prenne position sur ce plan. La tentative du ministre de la Défense d'entraîner le gouvernement sur cette voie a donc échoué.

La question que se posent un certain nombre d'observateurs dans ce cadre est de savoir pour quelles raisons Fayez Ghosn a entrepris de faire ces déclarations mettant en cause les habitants de Ersal dans la tension qui sévit aux frontières avec la Syrie ? Les milieux du 14 Mars affirment à ce sujet que l'attitude du ministre de la Défense est essentiellement motivée par une volonté de se venger de la population de la localité en question. Les sources précitées rappellent dans ce contexte qu'il y a quelque temps, les habitants de Ersal avaient intercepté des véhicules relevant des services de renseignements de l'armée mais à bord desquels se trouvaient des partisans d'un parti influent qui étaient à la recherche d'opposants syriens ayant trouvé refuge dans la région. Les habitants de Ersal avaient alors arrêté les véhicules et avaient empêché les miliciens de s'en prendre aux opposants syriens. Les notables de la région avaient souligné que cette réaction n'était nullement dirigée contre l'armée, mais plutôt contre le parti, et surtout contre les militaires complices de ce parti, lequel tente d'exploiter l'institution militaire pour se livrer à une chasse aux sorcières visant les réfugiés qui fuient la répression sanglante à laquelle se livre le régime baassiste.

Les milieux du 14 Mars affirment ainsi que les déclarations du ministre de la Défense ont pour objectif d'assurer une couverture à une éventuelle opération que pourraient mener les unités syriennes contre la région et la population de Ersal sous le couvert de la lutte contre la présence de la Qaëda dans la Békaa. Afin de court-circuiter de telles tentatives, les notables de Ersal ont demandé au pouvoir de dépêcher l'armée dans la région et le long des frontières avec la Syrie afin d'y contrôler la situation et d'empêcher toute infiltration d'éléments armés ou toute contrebande d'armes en direction de la Syrie.

Sur base du principe de « l'arroseur arrosé », l'opposition quatorze-mariste ne manque pas de relever que la situation présente à Ersal, dans la Békaa et au Liban-Nord, dans la zone frontalière avec la Syrie, illustre le bien-fondé de la position officielle libanaise – à l'époque des gouvernements de Saad Hariri et Fouad Siniora – qui insistait sur l'importance d'une délimitation et d'un marquage des frontières libano-syriennes. Cette délimitation avait été entravée par la partie syrienne qui paye aujourd'hui le prix de sa position obstructionniste à cet égard puisqu'elle supporte matériellement les conséquences de son refus de délimiter les frontières de façon sérieuse et efficace. Les milieux du 14 Mars rappellent en tout état de cause que c'est le régime syrien qui, au fil des ans, facilitait le déferlement vers le Liban des armes dont la présence du côté libanais de la frontière est dénoncée aujourd'hui par ce même régime syrien.

L'affaire des observateurs libanais

Les sources du 14 Mars affirment en outre, en réponse aux accusations du camp baassiste concernant l'infiltration d'éléments armés à partir du Liban vers la Syrie, qu'en réalité, ce sont les miliciens du Hezbollah qui se rendent dans certaines localités syriennes pour prêter main-forte au pouvoir de Bachar el-Assad dans sa répression sanglante contre l'opposition. De même source on indique que plusieurs miliciens du Hezbollah auraient été tués dans les opérations menées contre les opposants au régime baassiste, mais leur mort aurait été occultée par le parti chiite pour des raisons évidentes. Et parallèlement à cette participation active à la répression en Syrie, au côté d'ailleurs des gardiens de la révolution iranienne, les éléments du Hezbollah s'emploient, au Liban, à surveiller de près les réfugiés syriens ayant fui leur pays.

Dans un tel contexte, les milieux diplomatiques occidentaux craignent que le conflit syrien débouche sur des retombées néfastes sur la scène libanaise d'autant, affirment ces milieux, que certaines factions locales font prévaloir les intérêts du régime syrien sur l'intérêt supérieur du Liban, sans tenir compte des perspectives qui peuvent poindre à l'horizon à plus ou moins brève échéance en Syrie. Et à ce propos, les sources du 14 Mars rendent hommage à la position sage que Najib Mikati a adoptée au sujet de l'envoi d'observateurs en Syrie. Le pouvoir baassiste était en effet favorable à la présence d'observateurs libanais, convaincu que ces derniers ne manqueraient pas de donner, dans leurs rapports, un avis favorable au régime de Bachar el-Assad. Le refus du Premier ministre d'avaliser l'envoi d'observateurs libanais aurait irrité sérieusement les alliés locaux du régime syrien. Le revers essuyé par M. Mikati au sujet du dossier des salaires ne serait pas étranger à ce courroux. Il reste que selon certains observateurs, si le 8 Mars persiste à vouloir accentuer la pression sur le chef du gouvernement, celui-ci pourrait démissionner. Auquel cas, M. Mikati pourrait être reconduit à la tête de l'exécutif, mais cette fois-ci avec une équipe de technocrates, ou même un cabinet formé d'indépendants et de personnalités proches du 14 Mars, soit un schéma inverse à celui qui caractérise le cabinet actuel. Grâce au nouveau repositionnement du leader du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, la majorité quatorze-mariste issue des urnes lors des élections législatives de 2009 serait ainsi reconstituée sous l'effet d'un juste retour du balancier.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Les observateurs arabes accueillis à Homs par près de 70 000 personnes

Syrie La tournée dans la ville martyr se poursuivra aujourd'hui ; 15 civils tués hier.

Les observateurs de la Ligue arabe ont débuté hier leur mission en Syrie en se rendant à Homs. Ils ont commencé leur visite par une rencontre avec le gouverneur, a rapporté la chaîne de télévision syrienne Dounia, prorégime. De source proche de la Ligue, on a indiqué qu'ils comptaient lui dire où ils souhaitaient se rendre, en fonction des demandes d'habitants. Dounia n'a diffusé aucune image des observateurs, qui ont conclu dans l'après-midi leur première journée de visite à Homs en disant vouloir la poursuivre aujourd'hui. La télévision a toutefois affirmé qu'ils s'étaient rendus dans le quartier de Bab Sebaa, « où ils ont évalué les dégâts faits par les groupes terroristes », et qu'ils devaient se rendre plus tard à Hama et Idleb. Les observateurs se sont, eux, déclarés « satisfaits » de leur visite et ont affirmé que « toutes les parties se sont montrées coopératives ».

Il n'en reste pas moins que les opposants craignent que les observateurs dirigés par un général soudanais, Moustafa Dabi, ne soient utilisés pour redonner un zeste de respectabilité à un régime qui cache l'ampleur des violences. Les équipes d'observateurs vont utiliser au cours de leur mission des moyens de transport mis à leur disposition par le gouvernement syrien, a dit le général Dabi. Cette disposition laisse penser à l'opposition que la tâche de ces hommes est entravée et faussée d'entrée de jeu. À la Ligue arabe, on insiste cependant sur le fait que les observateurs comptent maintenir un « élément de surprise » et seront en mesure d'aller où ils le veulent sans préavis.

En attendant, ces observateurs ont été accueillis à Homs par quelque 70 000 personnes qui ont manifesté aux quatre coins de la ville, observant notamment un sit-in dans le quartier de Khalidiyé, pour « dénoncer les crimes du régime » Assad, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui a fait état d'autres rassemblements dans les quartiers de Bab Dreib et Jab al-Jandali. Une vidéo diffusée sur YouTube a montré des observateurs, parmi lesquels le chef de la mission, pris à partie par quelques habitants essayant de les convaincre de venir voir ce qui se passe dans leur quartier. Les 70 000 manifestants ont ensuite tenté de pénétrer sur la place al-Saa, la grande place du centre de Homs, mais des agents de la sécurité les ont dispersés en tirant des gaz lacrymogènes. Les forces de l'ordre ont aussi tiré à balles réelles dans une rue menant à la place, a ajouté l'OSDH.

Selon Rami Abdel Rahmane, président de l'OSDH, 11 chars et des véhicules blindés se sont retirés hier du quartier de Baba Amro, théâtre d'intenses bombardements les jours précédents, avant l'arrivée des observateurs. « La délégation des observateurs est entrée à Baba Amro, accompagnée de représentants du gouvernement, mais n'a pas rencontré d'habitants », a-t-il ajouté. Mais le repli des blindés n'est qu'une « ruse », les bombardements pouvant reprendre « en quelques minutes », ont dénoncé M. Abdel Rahmane et les militants de la page Facebook The Syrian Revolution 2011.

Les violences, qui ont fait au moins 5 000 morts en neuf mois selon l'ONU, ont encore coûté la vie à au moins 15 civils, tombés hier sous les balles des forces de l'ordre : six personnes tuées à Homs intra muros, a précisé l'OSDH ; deux, dont un adolescent de 14 ans, dans la province de Homs, un dans celle d'Idleb, deux à Deraa et deux à Douma, près de Damas. L'OSDH n'a pas précisé où ont été tuées les deux dernières victimes.

Washington et Paris haussent le ton

Dans le même temps, Tal al-Mallouhi, une blogueuse emprisonnée depuis deux ans, a entamé une grève de la faim pour réclamer sa libération, a annoncé le Centre syrien de la presse et de la liberté d'expression. Et à Damas, relativement épargnée par la contestation jusqu'à présent même si un attentat sans précédent depuis le début de la révolte a fait 44 morts la semaine dernière, un étudiant a ouvert le feu dans l'université, faisant un mort et quatre blessés, a rapporté l'agence SANA. Selon des militants prodémocratie, l'attaque a été le fait de plusieurs étudiants prorégime. SANA a aussi rapporté une attaque « terroriste » contre un gazoduc dans la région de Homs. Toujours selon SANA, à la frontière avec la Turquie, les forces syriennes ont abattu plusieurs individus appartenant à un « groupe terroriste armé » cherchant à s'introduire en Syrie. En Allemagne, un élu vert de Berlin, militant contre le régime syrien, a été attaqué et blessé à son domicile. Son parti a accusé les services secrets syriens et l'affaire est suivie par le ministère allemand des Affaires étrangères. La police de Berlin a également confirmé qu'une plainte pour agression avait été déposée.

Enfin, réagissant hier aux événements des derniers jours, les États-Unis ont accusé le régime syrien d'avoir accru la répression juste avant l'arrivée des observateurs arabes dans le pays. « La situation a été effroyable pendant plusieurs jours durant lesquels la violence a flambé. Bien évidemment, nous condamnons l'escalade de la violence », a indiqué Mark Toner, porte-parole du département d'État. « Ces actes ne sont pas conformes aux conditions énoncées dans le plan de sortie de crise de la Ligue arabe (...) », a-t-il souligné, espérant que les observateurs « se montrent audacieux dans leurs recherches pour établir la vérité quant à ce qui se passe sur le terrain ». Les États-Unis, a-t-il poursuivi, « exigent que les autorités syriennes leur permettent d'avoir accès sans restriction aux Syriens afin de remplir leur mission ».

« L'arrivée de ces observateurs n'est naturellement pas une fin en soi : c'est bien l'ensemble du plan de la Ligue arabe qui doit être mis en œuvre », a prévenu de son côté la France, mettant en garde contre « toute tentative de dissimulation et de manipulation » de la part des autorités syriennes.

(Sources : agences et rédaction)

Des Syriens résidant en Égypte ont manifesté hier devant le siège de la Ligue arabe, au Caire. Filippo Monteforte/AFP

The Daily Star (Liban / Lebanon)

Monitors' arrival buoys Syria protesters

Residents plead with observers to inspect flashpoint Baba Amr quarter in Homs

By Mariam Karouny and Erika Solomon
Reuters

BEIRUT: Tens of thousands of Syrians in Homs rallied Tuesday against President Bashar Assad, emboldened by Arab peace monitors' first tour of the flashpoint city, after the army withdrew some tanks following days of unrest.

Some 70,000 protesters marched toward the city center where security forces fired at them and lobbed teargas, activists said.

The observers want to determine whether Assad is keeping his promise to implement a peace plan to end his uncompromising military crackdown on nine months of popular revolt that has generated an armed uprising, edging Syria toward civil war.

The Syrian Observatory for Human Rights said security forces killed 15 people across the country Tuesday, six of them in Homs. An activist network said 34 had been killed Monday.

Some protesters shouted "we want international protection" in a video posted on YouTube apparently showing a street encounter with the Arab League observers, in which residents argued and pleaded with them to venture further into the Baba Amr quarter, where clashes have been especially fierce.

There was the sound of gunfire after a resident yelled at one monitor to repeat what he had just told his headquarters.

"You were telling the head of the mission that you cannot cross to the second street because of the gunfire. Why don't you say it to us?" the man shouted, grabbing the unidentified monitor by his jacket.

Gunshots crackled nearby as two monitors and two men wearing orange vests stood amid a crowd of residents, one begging the team to "come and see; they are slaughtering us, I swear."

Damascus has barred most foreign journalists from the country, making it hard to check events on the ground.

The head of mission said the first visit was "very good."

"I am returning to Damascus for meetings and I will return tomorrow to Homs," Sudanese General Mustafa Dabi said. "The team is staying in Homs. Today was very good and all sides were responsive."

Activist reports just before the monitors arrived said up to a dozen tanks were seen leaving Baba Amr but others were being hidden to fashion a false impression of relative normality in the city while observers were around.

"My house is on the eastern entrance of Baba Amr. I saw at least six tanks leave the neighborhood at around 8 in the morning," Mohammad Saleh told Reuters by telephone. "I do not know if more remain in the area."

Al-Jazeera television showed an estimated 20,000 Syrians in a square in Khalidiya, one of four districts where there has been bloodshed as rebels fight security forces using tanks.

They were whistling and shouting and waving flags, playing music over loudspeakers and clapping. Women were advised to leave because of the risk of bloodshed. But a speaker urged the men to "come down, brothers."

The protesters shouted, "We have no one but God" and "Down with the regime." An activist named Tamir told Reuters they planned to hold a sit-in in the square.

"We tried to start a march down to the main market but the organizers told us to stop, it's too dangerous. No one dares go down to the main streets. So we will stay in Khalidiya and we will stay here in the square and we will not leave from here."

The autocratic Assad is internationally isolated. Western powers and his neighbors Turkey and Jordan have called on him to step down, which would end a 41-year-old family dynasty.

He says he is fighting Islamist terrorism steered from abroad and has defied calls to make way for a reformist succession as has transpired in Egypt, Libya and Tunisia after popular uprisings toppled dictators this year.

Armed insurgency is eclipsing civilian protest in Syria. Many fear a slide to sectarian war between the Sunni Muslim majority, the driving force of the protest movement, and minorities that have mostly stayed loyal to the government, particularly the Alawite sect to which Assad belongs.

Analysts say the Arab League is anxious to avoid civil war. Western powers have shown no desire to intervene militarily in a volatile region of Middle East conflict. The U.N. Security Council is split, with Russia – a major arms supplier to Assad – and China opposed to any hint of military intervention.

Assad's opponents appear divided on aims and tactics. He retains strong support in important areas – including Damascus and the second city Aleppo – of the country, and maintains a critical anti-Israel alliance with Iran.

Homs protesters appeared to take heart from the monitors' sudden presence. They want to impress on the Arab League mission that it must not let its teams be hoodwinked by the state and be shown places where life looks relatively normal.

TURN TO PAGE 10

Protesters hold up placards accusing Arab League observers of embarking on tourism in Syria.

3 LEBANESE KILLED NEAR SYRIAN BORDER

BEIRUT: Three Lebanese were killed Tuesday evening by gunfire from the Syrian side of the border in the Wadi Khaled region of Akkar, the National News Agency reported.

The NNA said that the gunfire came from the Syrian side of the border near the village of Muqaybaleh, and struck the three men in their car. The three were identified as Maher Abu Zeid from the village of Majdal, and brothers Khaled and Mohammad Abu Sakhr, from the village of Heet. Security sources told The Daily Star that heavy machine guns were used in the deadly incident. – *The Daily Star*

Monitors' arrival buoys protesters

FROM PAGE 1

As the monitors arrived, tanks were seen leaving the Baba Amr district which activists say was pounded for the past four days.

Hundreds have been killed in Homs in the revolt – among the 5,000 that the United Nations says have died as a result of violence nationwide since protests began in March.

In Baba Amr Monday, activist video showed bodies crushed and buildings smashed as if by high explosive weapons. The images were impossible to verify.

"We do not want to jump to conclusions and say that this delegation is not objective or did not look for the truth," said Moulhem Droubi, top ranking Muslim Brotherhood member on the Syrian National Council, the opposition umbrella group in exile.

"It is not fair yet to judge. Let's wait and see what it will do," he told Reuters by phone from somewhere outside Syria.

"I expect it will be able to write a report with many facts because the facts are so clear. If they go to Baba Amr they will see that there is destruction."

Syria stalled the Arab League for months before accepting the monitoring mission, the first significant international intervention on the ground since the start of the popular revolt inspired by Arab pro-democracy uprisings this year.

The Arab delegation started with 50 monitors who arrived Monday. About 100 more are to follow soon.

On the border with Turkey, Syrian forces killed "several" men from an "armed terrorist group" who were trying to cross into Syria, the state news agency SANA reported Tuesday.

SANA also reported that "an armed terrorist group targeted and sabotaged a gas pipeline near Rastan in Homs province" Tuesday.

The pipeline has been attacked several times in recent months and returned to operation each time.

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

ARAB MONITORS TOUR HOMS, SYRIAN TANKS SEEN LEAVING

The observers want to determine if Assad is keeping his promise to implemer a peace plan to end his uncompromising crackdown on nine months of revol that has generated an armed uprising, edging the country towards civil war

Demonstrators burn an image of Syrian President Assad during a demonstration in Baba Amro in Homs, in this Dec. 16 file phot

At least 20,000 people protested in Homs on Tuesday against Syrian President Bashar al-Assad as Arab League peace monitors began to tour the flashpoint city and the army withdrew some tanks following battles that killed 34 people. The observers want to determine if Assad is keeping his promise to implement a peace plan to end his uncompromising crackdown on nine months of revolt that has generated an armed uprising, edging the country towards civil war.

Activist reports just before the monitors arrived said up to a dozen tanks were seen leaving Baba Amr, one of Homs's most embattled neighborhoods, but others were being hidden. "My house is on the eastern entrance of Baba Amr. I saw at least six tanks leave the neighborhood at around 8 in the morning (0600 GMT)," Mohamed Saleh told Reuters by telephone. "I do not know if more remain in the area."

The opposition Syrian Observatory for Human Rights, relaying activist reports from its base in Britain, said protesters had gathered in Khalidiya, one of four districts where there has been bloodshed as rebels fight security forces using tanks.

Activists say they want to impress on the Arab League mission that it must not let its teams be hoodwinked by the state and be shown places where life is relatively normal. As the monitors arrived, tanks were seen leaving the Baba Amr district which activists say was pounded for the past four days. Hundreds have been killed in Homs in the revolt. The United Nations says at least 5,000 have been killed in Syria since protests began in March.

Assad is internationally isolated. Western powers and his neighbors Turkey and Jordan have called on him to step down, ending a 41-year-old family power dynasty. He says he is fighting radical terrorism steered from abroad.

Syrian soldiers stand near a tank in Homs.

On the border with Turkey, Syrian forces killed several men from an "armed terrorist group" trying to cross into Syria, the state news agency SANA said on Tuesday. The northern border has become the route of choice for infiltration by army defectors fighting to topple Assad.

"Special forces were able to kill and wound several gunmen and seized some weapons, ammunition, army uniforms, communication tools and fake identity cards," SANA said. It did not give a specific casualty count. SANA also reported that said "an armed terrorist group targeted and sabotaged a gas pipeline near Rastan in Homs province" on Tuesday. The pi line has been attacked several time recent months and has come b into operation after outages e time. The monitors started meeting the governor of Ho Syria's Dunia television ch nel said. An Arab Lea source said they intende tell him where they wan to go, based on requests fr people in Homs who h witnessed the violence.

Dunia showed no footag the monitors. Syria has barred n foreign journalists from the cou making it hard to verify reports of ev on the ground. At least 34 people w killed in Homs on Monday as tanks fire targets among apartment blocks.

Amateur video recorded by acti on Monday and posted on the Inte showed tanks prowling around Baba A firing at unseen targets. Video sho gruesome pictures of mangled bodie the wreckage of building that bore signs of shelling. Assad's opponents that the monitors -- who arrived in country on Monday after weeks of ne tiations with Arab states -- will be use a cloak of respectability for a governm that will hide the extent of violence.

They say tanks have been withdra before from restive cities such as De and Hama, only to return later.

Syria stalled the Arab League months before accepting the monito mission, the first significant internatio intervention on the ground since the sta the popular revolt inspired by Arab pro- mocracy uprisings this year. **Beirut Reuters**

Gulf News (EAU / UAE)

Rally in Homs as tanks exit

ARAB LEAGUE MONITORS HOLD TALKS WITH LOCAL LEADERS TO ASSESS THE SITUATION

By Shehab Al Makahleh
Staff Reporter

Abu Dhabi Syria's army suspended days of punishing attacks on the restive city of Homs and began withdrawing its tanks yesterday just as Arab League monitors visited the area and met with local leaders, activists and officials said.

The British-based activist group Syrian Observatory for Human Rights said as the monitors reached Homs, people gathered in some neighbourhoods to "reveal the crimes committed by the regime".

Syrian authorities fired tear gas shells on some 70,000 demonstrators who tried to march on a large square in Homs yesterday, the Observatory told AFP.

"More than 70,000 demonstrators tried to enter Al Saa square in the centre of the city of Homs, and the security agents used tear gas to disperse them," the Observatory said.

About 60 Arab League monitors — the first such group Syria has allowed in during its nine-month crackdown on an anti-government uprising — arrived on Monday night and began work yesterday.

A local official in Homs told the Associated Press that the team of monitors met with Gassan Abdul Aal, the governor of Homs province.

After the meeting, the monitors headed to the tense districts of Baba Amr and Inshaat, which have witnessed the most intense crackdowns since Friday. Military forces had pounded Homs with artillery for days.

> "More than 70,000 demonstrators tried to enter Al Saa square in the centre of the city of Homs, and the security agents used tear gas to disperse them."
>
> **Syrian Observatory for Human Rights**

Speaking to *Gulf News*, Ahmad Benhelli, deputy secretary-general of the Arab League, said the mission had just started and the 60-member team was just the "first of more to come" to probe incidents of killings and kidnappings by President Bashar Al Assad's regime.

16 more killed

The mission includes seven Algerians, seven Moroccans, four Tunisians, ten Egyptians, two Sudanese, seven Mauritanians, three Saudis, six Iraqis, a Yemeni, a Jordanian, an Emirati and a Djiboutian.

Violence in other areas left at least 16 people dead yesterday, mostly outside Damascus, said Ammar Qurabi, head of the Syrian National Organisation for Human Rights.

— *With additional inputs from agencies*

Editorial comment — Page 10
See also Page 14

FIGHTING FOR DIGNITY

AFP

Egyptian court bans virginity tests after protests

A woman protests against the military council violations and virginity tests on women, outside Egypt's State Council court in Cairo yesterday. A Cairo court ordered the Egyptian army to stop forced virginity tests on woman detainees, months after the practice sparked a national outcry and stained the ruling military's reputation.

See also Page 12

Gulf News (EAU / UAE)

SYRIA HAS TO STOP KILLING PROTESTERS

The Arab League monitors can do their job only in an atmosphere of non-violence

If there was ever any doubt that President Bashar Al Assad would not be deterred from crushing anti-government protesters in Syria through brutal and violent means, simply look at the latest sad reports to emerge from the besieged city of Homs. According to a member of the advance Arab League delegation sent to Syria to monitor the situation, government forces are committing acts of "annihilation" against the residents of the city. It's hard to argue with the use of the word "annihilation" when military and security forces are pounding the city with artillery and mortars — weapons of absolute carnage against a civilian population without adequate shelter or defence mechanisms.

Indeed, Syrian activists claim that one Egyptian monitor, Mustashar Mahjoub, was injured in the indiscriminate shelling on the Baba Amr neighbourhood. He has refused to say how he was wounded but says he witnessed shelling. According to reports, four observers managed to slip away from their hotel and away from the watchful eyes of Syrian officials to see Homs for themselves. Clearly, if the Arab League initiative to have observers in Syria is to work and have substance, those observers need to be able to travel freely, unhindered by security officials, unimpaired by Syrian government minders.

At least 25 people were reported killed during the shelling ahead of the official visit by the observers to the city. Amateur video from Homs showed three Syrian tanks in the streets, with one firing its machine gun, another launching mortar rounds.

Given the violence has continued unabated even with the Arab League observers in Damascus, there is little wonder that Syrian opposition groups are saying the initiative is meaningless, doubting that the Arab League has the power to remove Al Assad. They are urging for greater intervention by the Security Council.

The killings have to stop, one way or another.

Khaleej Times (EAU / UAE)

Homs rises up in anger

Syria pulls tanks as Arab mission gets to work

DAMASCUS — Syrian police used teargas to disperse some 70,000 people who took to the streets of Homs on Tuesday as Arab observers visited there a day after dozens of people died in the crackdown on dissent.

"More than 70,000 demonstrators tried to enter Al Saa Square in the centre of the city of Homs, then security agents used teargas to disperse them," said the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights.

The Observatory said separate demonstrations were held elsewhere in the city, aimed at "exposing the ill practices and crimes of the regime".

Before joining the march on Al Saa Square, tens of thousands staged a sit-in in the Al Khalidiyeh neighbourhood, according to the Observatory, which also reported demonstrations in Bab Dreib and Jub Al Jandali. The protests come as Arab League observers visited the flashpoint central city to monitor a deal to end a nine-month crackdown on anti-regime protests.

Following the killings of a reported 34 civilians in Homs' Baba Amro district on Monday, residents held a funeral in nearby Kefer Ayia for some of those who died, and were fired on by security services, the Observatory said.

Activists said the military pulled its tanks back from one district ahead of the Arab team's arrival, only to hide them inside government zones from which they could be redeployed within minutes.

Meanwhile, SANA state news agency reported that saboteurs blew up a gas pipeline in Homs province, where Syria's regime has been trying for months to crush dissent and mutinous soldiers.

Protesters appeared to have been emboldened by the presence of the observers, headed by veteran Sudanese military intelligence General Mohammed Ahmed Mustafa Al Dabi. "Till now, they have been very cooperative," Dabi told AFP, speaking of the authorities before holding talks with Governor Ghassan Abdel Al.

"The delegation of observers entered Baba Amro, accompanied by people from the government, but did not meet the residents," Observatory chief Rami Abdel Rahman said. — *AFP*

› SEE EDIT & PAGE 28

UAE PART OF OBSERVER TEAM

DUBAI — Cairo-based Arab Organisation for Human Rights has selected Mohammed Salim Al Ka'abi, Deputy Chairman of the UAE Human Rights Association, as member of the Arab League observers' mission tasked with assessing the situation in Syria.

The monitors are in Syria under a protocol reached between the Arab League and the Syrian government to end violence the country has been witnessing since the eruption of protests in March against the regime of President Bashar Al Assad.

Mohammed Hussein Al Hammadi, HRA Secretary-General, said the selection of the UAE human rights watch body within the Arab League monitors stems from the pan-Arab organisation's confidence in the HRA's impartial programmes for preventing abuses against any human being. He lauded the move as a "good step" to calm down the situation and to respect human rights.

The UAE is engaging in the mission as part of the joint mission of the GCC member states in line with an understanding agreed by the GCC foreign ministers in their recent meeting in Riyadh. — *Wam*

Khaleej Times (EAU / UAE)

Syria's fact-finding mission

The first team of 50 observers are finally in Syria to monitor the implementation of the Arab League deal agreed to by President Bashar Al Assad. First of the planned total of around 150-200 observers, this batch of observers are scheduled to visit the troubled city and seat of unrest, Homs. Though the Syrian National Council (SNC) comprising the opposition groups has welcomed the move they remain concerned about what they fear will be the use of misling tactics by the government to keep the observers from seeing the ground reality. The SNC head Burhan Ghaliun fearing a hoodwinking of the observer mission has urged the UN Security Council to adopt the League's plans and devise a way of implementing it. Ghaliun clearly feels a lack of confidence in the Arab League's means to implement the plan, hence his appeal to the UN. That is a tricky proposition at this point and can easily be interpreted as the SNC's push for a UN- sanctioned military intervention to overthrow the regime since a Security Council Resolution if ignored could also entail military intervention and not just sanctions. An international intervention may be best avoided at this point in time. While the SNC's haste to remove Assad is justifiable given the growing casualties over the past many months, any use of military means by external states could offset a regional conflagration. The good thing is that Assad has allowed the observers as the first step of a phased agreement to end the violence. This is why it is best to wait for the observers' fact-finding mission to assess the situation and reach its conclusions. The opposition's fears that the government plans on employing measures such as control and inhibition of observers' movement and shielding them from the evidence of its brutalities are also understandable. But this is something the observers are also aware of. This is why they are, even while relying on government transport and security to escort them around, confident of making independent surprise queries on visiting troubled areas.

Hopefully the presence of the League observers will end the fighting and pave the way for dialogue

On a positive note at least the violence is expected to come down amid reports of tanks being recalled from certain parts. It is hoped that Assad's forces and the defecting Free Syrian Army now siding with the opposition both honour the forced truce. Moreover, a political settlement of the crisis that is the main aim of the Arab League is achieved.

Khaleej Times (EAU / UAE)

Homs a sectarian war zone as monitors arrive

BEIRUT—The ancient city of Homs has paid a shattering price for becoming the hub of revolt in Syria, stormed by tanks and neighbourhoods laid low by sniper fire by the time the first international peace monitors arrived on Tuesday.

Residents staying fearfully put in their homes reported seeing some army tanks pulling out of Syria's third largest city shortly before Arab League observers arrived, but many doubted they would do any good.

Homs, 160km north of Damascus and at the eastern end of the only natural gateway from the Mediterranean coast to Syria's interior, was long a lively industrial city with grand old buildings evoking a religiously mixed history.

But the city of one million people transformed this year into the thumping heart of a protest movement now increasingly taking on the overtones of sectarian civil war. The conflict is now tearing Homs apart along physical and sectarian lines, with roads blocked by checkpoints, districts carved up by trenches and daily migrations as religious groups move to places with the same confessional background. Many say the only people they can trust now are their own. Sectarian kidnappings have become a regular scourge.

By day, Homs is practically paralysed. Refuse spews from dumpsters and floods the sidewalks, because garbage collectors are afraid to walk the streets. Residents say tax and bill collectors have not come for months. Once-busy thoroughfares are now unregulated by police. Traffic lights are ignored by the few dozen cars that zip past, drivers too scared to dawdle.

People say at least a third of workers have lost their jobs because their employers are out of business or it is no longer safe to leave their neighbourhood. Just to get from one to another, residents have to pass through about six checkpoints, buttressed by walls of sandbags. People in Homs say they are now divided by religious identities and prejudices that were once taboo, rifts which many have spent their lives trying to ignore.

Sunnis, the majority in Homs as elsewhere in Syria, worry the government—controlled by President Bashar Al Assad's minority Alawite sect — is preparing a re-run of a 1982 Sunni rebellion that played out in Hama, a conservative city north of Homs. Then, the forces of President Hafez Al Assad — Bashar's late father — went in with indiscriminate shelling. They razed parts of the city, and killed more than 10,000 residents.

Men in Homs have armed themselves to defend their neighbourhoods and in protest areas the Free Syrian Army, their faces swathed in scarves or black masks, have taken over. A motley crew made up mostly of Sunni army deserters and volunteer rebels, they launch attacks with increasing frequency.

Underlining pervasive fear, the city's bullet-riddled markets are now emptied by 4pm. Children are whisked home from school, cars disappear and the few shops that bothered to open draw down their shutters. Kidnapping begins at dusk, people say. Assad says the unrest is being fomented by terrorists and foreign subversives, including militants, and denies accusations of systematic repression. Human Rights Watch said in a report released last month that Syrian government forces had committed crimes against humanity in Homs as they tried to crush opposition to Assad.

HRW said that thousands of people in Homs had been subjected to arbitrary arrest, enforced disappearances and systematic torture in detention.

Most were released after several weeks in detention, but several hundred were still missing, it said. Army defectors have banded together to set up the Free Syrian Army, whose gunmen have been active in Homs to try and counter pro-Assad snipers who residents say attempt to intimidate the population into submission. — *Reuters*

10,000

Residents killed in indiscriminate shelling by Hafiz Al Assad forces

The National (EAU / UAE)

70,000 rally in Homs as monitors tour city

Tanks pull out and troops suspend attacks

Protesters plead with Arab League observers to visit Baba Amr quarter, scene of fiercest clashes

Phil Sands
Foreign Correspondent

DAMASCUS // Tens of thousands rallied against the Syrian president Bashar Al Assad in Homs yesterday, emboldened by Arab peace monitors' first tour of the flashpoint city where activists say 34 people were killed in 24 hours.

The army suspended days of attacks and began withdrawing its tanks just as the monitors arrived, according to residents. The head of the 60-member Arab League team said his first day in Homs was "very good" and all sides were responsive.

"I am returning to Damascus for meetings and I will return tomorrow to Homs," the Sudanese general Mustafa Dabi said.

The monitors are there to ensure compliance with the Arab League's plan to halt violence against the protesters and end a nine-month crisis. After Damascus agreed to the plan in November violence increased, according to human-rights monitors and the United Nations.

In the week before the observers' arrival, government troops killed hundreds, opposition groups say.

Syrian officials insist they are fighting armed insurgents, and have predicted those claims will be confirmed by the observers.

Despite the increased violence, demonstrations have continued and activists said at least 70,000 people protested in the city yesterday, in an effort to make their case to the Arab League monitoring team.

"They are marching towards the city centre and the security forces are trying to stop them. They are firing tear gas," Rami Abdelrahman of the UK-based Syrian Observatory for Human Rights said.

Some protesters shouted "we want international protection" in a video posted on YouTube, apparently showing a street encounter with the Arab League observers in which some residents argued and pleaded with them to venture further into the Baba Amr quarter, where clashes have been especially fierce.

Syria, continued on a8 ➔

➔ Shadi Ghanim's cartoon, a16

Saudi Gazette (Arabie saoudite / Saudi Arabia)

AL monitors tour Homs as tanks leave city

BEIRUT — More than 70,000 people protested in Homs Tuesday against Syrian President Bashar Al-Assad as Arab League peace monitors began to tour the flashpoint city and the army withdrew some tanks following battles that killed 34 people.

The observers want to determine if Assad is keeping his promise to implement a peace plan to end his uncompromising crackdown on nine months of revolt that has generated an armed uprising, edging the country towards civil war.

Activist reports just before the monitors arrived said up to a dozen tanks were seen leaving Baba Amr, one of Homs's most embattled neighbourhoods, but others were being hidden. "My house is on the eastern entrance of Baba Amr. I saw at least six tanks leave the neighborhood at around 8 in the morning," Mohamed Saleh told Reuters by telephone. "I do not know if more remain in the area."

Activists say they want to impress on the Arab League mission that it must not let its teams be hoodwinked by the state and be shown places where life is relatively normal.

The monitors started by meeting the governor of Homs, Syria's Dunia television channel said. An Arab League source said they intended to tell him where they wanted to go, based on requests from people in Homs who have witnessed the violence.

Dunia showed no footage of the monitors. Syria has barred most foreign journalists from the country, making it hard to verify reports of events on the ground.

The Arab mission, led by Sudanese General Mustafa Dabi, is starting with 50 monitors who arrived in Damascus Monday and will be split into five teams of ten. About 100 more monitors are to follow soon.

The teams will use government transport, according to Dabi. But that arrangement likely to fuel charges by the anti-Assad opposition that the monitoring mission will be impeded and hoodwinked from the outset.

Arab League delegates insist the mission will nevertheless maintain the "element of surprise" and be able to go wherever it chooses with no notice. — Reuters

Global Times (Chine / China)

Arab observers visit Homs after crackdown

Syria mourners tear-gassed

Syrian police used tear gas to disperse some 70,000 people who took to the streets of Homs yesterday as Arab observers visited the city a day after dozens of people died in the crackdown on dissent.

"More than 70,000 demonstrators tried to enter Al-Saa square in the center of the city of Homs, then security agents used tear gas to disperse them," said the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights.

On its Facebook page, the Observatory said separate demonstrations were held elsewhere in the city, aimed at "exposing the ill practices and crimes of the regime."

The protest came as Arab League observers visited the flashpoint central city to monitor a deal to end a nine-month crackdown on anti-regime protests.

Following the killings of a reported 34 civilians in Homs' Baba Amro district on Monday, residents held a funeral in nearby Kefer Ayia for some of those who died, and were fired on by security services, the Observatory said.

Activists said the military pulled its tanks back from one district ahead of the Arab team's arrival, only to hide them inside government zones from which they could be redeployed within minutes.

Meanwhile, SANA state news agency reported that saboteurs blew up a gas pipeline in Homs Province, where Syria's regime has been trying for months to crush dissent and mutinous soldiers.

Protesters appeared to have been emboldened by the presence of the observers, headed by veteran Sudanese military intelligence General Mohammed Ahmed Mustafa al-Dabi.

"Till now, they have been very cooperative," Dabi told AFP, speaking of the authorities by telephone before holding talks with governor Ghassan Abdel Al.

A video posted by the Observatory on YouTube showed residents of Baba Amr pleading with Dabi to go in and see the devastation.

Syria's Dunia television said the observers also visited Homs' Bab Sebaa neighborhood, where they "assessed the damage carried out by terrorist groups."

"They also met with relatives of martyrs and a person who had been abducted" by these groups, said Dunia, which is close to the regime, adding that many people decried the "conspiracy against Syria" to the monitors.

Western governments and human rights watchdogs blame Assad's regime for the bloodshed.

The observers are also due to travel to the protest hubs of Hama, near Homs, and Idlib in the northwest, close to the border with Turkey, the television added, without saying when.

Ahead of the observers' arrival, the army pulled back heavy armor from Baba Amro, scene of much of the violence, the Observatory said.

Eleven tanks pulled out around 05:00 GMT, its chairman, Rami Abdel Rahman, told AFP.

AFP

China Daily

Arab monitors reach Homs

BEIRUT — Arab League peace monitors arrived in the Syrian city of Homs on Tuesday for a first look of anti-government unrest where hundreds have been killed during nine months of violence.

The team of monitors were expected to see for themselves whether President Bashar al-Assad is keeping a promise to cease military action in Syria's cities to crack down on demonstrations that began in March. At least 5,000 people have been killed in the spreading bloodshed by a UN count.

The observers began their visit by meeting the governor of Homs, Syria's Dunia television channel said. According to opposition activists at least 34 people were killed in the city on Monday as tanks fired at targets among apartment blocks.

Opponents of Assad say districts of Syria's third-biggest city have been hammered by government troops and tanks in recent days, with the Baba Amr neighborhood taking a pounding from tank fire, mortars and heavy machineguns.

"My house is on the eastern entrance of Baba Amr. I saw at least six tanks leave the neighborhood at around 8 in the morning," said Homs activist Mohamed Saleh. "I do not know if more remain in the area."

The monitoring mission launch marks the first international intervention on the ground in Syria since the start of the revolt inspired by Arab uprisings this year.

The Arab mission, led by Sudanese General Mustafa Dabi, is starting with 50 monitors who arrived in Damascus on Monday and will be split into five teams of ten. About 100 more monitors are to follow soon.

The teams will use government transport, according to Dabi. But that arrangement likely to fuel charges by the anti-Assad opposition that the monitoring mission will be impeded and hoodwinked from the outset.

Arab League delegates insist the mission will nevertheless maintain the "element of surprise" and be able to go wherever it chooses with no notice.

The monitors are meant to determine whether the government is abiding by a peace plan that requires it to withdraw troops from cities, free prisoners and open dialogue with its opponents. Assad has so far shown no sign of implementing the deal.

At least 34 people were killed in Homs on Monday as tanks fired into districts where opposition to Assad's rule has been strongest, the Observatory said.

Assad says he is fighting Islamist terrorism directed from abroad and that some 2,000 people have been killed, mainly soldiers and police.

REUTERS